MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Soixante-deuxième séance – Mardi 12 mai 2009, à 20 h 30

Présidence de M. Thierry Piguet, président

La séance est ouverte à 20 h 30 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M^{me} Ariane Arlotti, MM. Alexis Barbey, Grégory Baud, M^{mes} Catherine Buchet-Harder, Laetitia Guinand, Annina Pfund, MM. Jean Sanchez et Olivier Tauxe.*

Assistent à la séance: *M. Manuel Tornare, maire, M. Rémy Pagani, vice-président, M. Patrice Mugny, M^{me} Sandrine Salerno et M. Pierre Maudet, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 30 avril 2009, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 12 mai, mercredi 13 mai et lundi 18 mai 2009, à 17 h et 20 h 30.

Communications du Conseil administratif et du bureau du Conseil municipal
Propositions: plan directeur de quartier et limites de zones à la gare des Eaux-Vives

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Mesdames et Messieurs, je voudrais, par l'intermédiaire de la caméra, saluer Pedro, qui nous a reçus et qui a organisé toute la visite du bureau du Conseil municipal à Lisbonne. Il nous suit depuis Lisbonne sur l'internet... Merci, c'était super!

3.a) Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 28 janvier 2009, sur demande du Département du territoire, en vue de l'adoption d'un projet de résolution approuvant le plan directeur de quartier N° 29520 intitulé «Gare des Eaux-Vives» (PR-670 A)¹.

3.b) Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 28 janvier 2009, sur demande du Département du territoire, en vue de l'approbation du projet de modification des limites de zones N° 29561 sur le territoire de la commune de Genève Eaux-Vives (création d'une zone de développement 3 et de trois zones de verdure) au lieu-dit «Gare des Eaux-Vives» (PR-669 A)².

Suite du premier débat

M. Gilbert Schreyer (UDC). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, le groupe de l'Union démocratique du centre approuvera l'amendement radical. N'oublions pas que les Eaux-Vives sont un quartier sinistré, du point de

¹ Rapport, 6709.

² Rapport, 6715.

Propositions: plan directeur de quartier et limites de zones à la gare des Eaux-Vives

vue des places de stationnement pour habitants. L'Etat a introduit le système des zones bleues, mais il vend plus de vignettes d'autorisation de stationner qu'il n'existe de places disponibles! Il est de notre devoir de restituer un équilibre en la matière. Nous pourrions imaginer que 200 places souterraines soient dévolues au stationnement de véhicules électriques et donc équipées d'un dispositif d'alimentation électrique et d'un compteur individuel. Mais c'est là un autre projet.

Quant à l'amendement des Verts, l'Union démocratique du centre le refusera. Nous nous sommes prononcés contre la Nouvelle Comédie, mais nous soutenons le projet de ligne ferroviaire Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse (CEVA). Nous accepterons donc les propositions PR-670 et PR-669.

M^{me} Claudia Heberlein Simonett (Ve). J'aimerais rappeler aux libéraux que la Nouvelle Comédie sera construite au-dessus d'une gare de transports en commun; le développement de ces derniers, pour être efficace, implique la réduction du trafic motorisé individuel. Or, l'un des meilleurs moyens de réduire le trafic motorisé individuel est de diminuer le nombre de places de stationnement en ville. Ce que les personnes qui se rendront à la Nouvelle Comédie devront faire – et elles le feront – c'est aller à la gare d'Annemasse ou de Meyrin en voiture, y laisser leur véhicule et prendre le tram pour rejoindre la salle de spectacle. Telle est l'idée qui a présidé au choix de cet emplacement pour la Nouvelle Comédie.

Imaginez-vous, Mesdames et Messieurs, qu'il puisse y avoir au même endroit un parking d'où 500 spectateurs sortiraient en même temps? C'est impossible! Connaissez-vous une autre salle de spectacle où un parking a été construit spécifiquement pour le stationnement des spectateurs? Il n'y en a pas! Ni à Zurich, ni ailleurs!

M^{me} Alexandra Rys (DC). Le groupe démocrate-chrétien ne reviendra évidemment pas sur la qualité de ce projet, qui est l'occasion de développer une urbanisation nouvelle et intelligente à la faveur de la création de la gare du CEVA. Mais venons-en aux deux amendements déposés tout à l'heure concernant la proposition PR-670. Nous soutiendrons, bien sûr, l'augmentation du nombre de places de stationnement, car on ne peut qu'être frappés par la diminution de 500 places prévues entre la mise à l'enquête et la version finale du projet que nous avons aujourd'hui sous les yeux. Comme cela a déjà été dit à maintes reprises par l'administration municipale, le quartier des Eaux-Vives est très lourdement déficitaire en places de stationnement. Nous sommes d'accord d'encourager la population à emprunter les transports publics, mais pas d'empêcher l'accès de ce quartier – notamment pour ses activités économiques – en ne prévoyant rigoureusement aucune place de stationnement.

Propositions: plan directeur de quartier et limites de zones à la gare des Eaux-Vives

Quant à l'écoquartier demandé dans l'amendement des Verts, je rappelle que le groupe démocrate-chrétien a soutenu, le mois dernier, la création d'un écoquartier avec un label du World Wildlife Fund (WWF); nous avons même accepté l'augure du magistrat Pagani, qui nous annonçait que ce serait très cher, mais nous avons estimé que cela en valait la peine. La situation devant laquelle nous nous trouvons aux Eaux-Vives est fort différente: ce n'est pas un territoire vierge où il s'agirait de construire *ab initio* un nouveau quartier, mais un tissu urbain déjà extrêmement dense. Les transformations demandées par les Verts auraient un coût faramineux, et le résultat ne serait vraisemblablement pas du tout à la hauteur de nos attentes.

Je relève encore, dans cet amendement que nous refuserons, un certain paradoxe. Les Verts semblent avoir oublié que, dans le terme «écoquartier», il y a le préfixe «éco-», comme dans «écologique». En effet, ils ne font que de nous parler de la participation des habitants du quartier, ce qui est très sympa et très louable mais, dans notre idée, un écoquartier est un tout qui se base notamment sur le recours à des énergies alternatives et l'adoption d'un mode de vie différent. La focalisation des Verts sur la notion de participation des habitants s'éloigne beaucoup de ce qu'est réellement un écoquartier.

M^{me} Isabelle Brunier (S). Dans un premier temps, j'aimerais reprendre la phrase du préopinant libéral qui nous disait que, après l'amour, on se caresse... Eh bien, après le théâtre, on se retrouve pour boire un verre – et peut-être même deux, voire trois ou un peu plus, si le débat s'enflamme. On est heureux, dans ces circonstances, de pouvoir rentrer en empruntant les transports publics, au lieu de courir des risques et d'en faire courir à nos concitoyens en rentrant en voiture. Voilà donc une excellente raison de ne pas ajouter de places de stationnement dans le quartier des Eaux-Vives et de construire la Nouvelle Comédie à proximité des transports publics. Cela permettra aux spectateurs de rentrer chez eux sans danger, ni pour eux-mêmes ni pour les autres. Et d'ailleurs, on peut se caresser dans les transports publics, transformés pour l'occasion en transports amoureux! J'adore cette expression: les transports amoureux... Voilà pour la boutade. (*Brouhaha.*)

Le président. S'il vous plaît, Mesdames et Messieurs, un peu de silence! Que ce discours ne vous enflamme pas davantage!

M^{me} Isabelle Brunier. En ce qui concerne les deux amendements, celui de nos alliés les Verts et celui de l'Entente, le Parti socialiste ne changera pas la position qu'il avait adoptée en commission. Pour ce qui est de l'écoquartier, nous avons

Propositions: plan directeur de quartier et limites de zones à la gare des Eaux-Vives

lu les fiches de mise en œuvre du projet, qui nous semblent amplement suffisantes pour prendre en compte toutes les préoccupations purement écologiques. L'aspect de la mixité sociale relevé tout à l'heure par une préopinante écologiste nous préoccupe également, mais nous pensons que ce n'est pas le lieu de le faire valoir. Il faudra le mettre en avant lors de l'élaboration des plans localisés de quartier (PLQ) pour les Eaux-Vives, plutôt que dans le cadre du plan directeur de quartier.

Quant au doublement du nombre de places de stationnement, nous n'entrons évidemment pas en matière sur ce point.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, voyons d'abord ce qui nous unit. En préambule, je vous remercie de votre diligence dans le traitement de ce dossier et de l'unanimité avec laquelle la commission de l'aménagement et de l'environnement a voté le projet du Conseil administratif pour les Eaux-Vives.

Genève s'apprête à changer de visage. La ville dont nous débattons aujourd'hui verra le jour dans cinquante ans; certains d'entre nous ne pourront pas la voir, évidemment, mais elle sera le bien commun des générations futures. Il est question aujourd'hui de créer trois gares à Genève: la gare de l'aéroport, la gare de Cornavin – qu'il faudra en fait recalibrer – et la gare des Eaux-Vives, dont il est question dans les deux propositions PR-670 et PR-669. Elle sera un élément structurant de ce nouveau bout de ville que nous entendons aménager. Avec la construction de cette gare – c'est ce que permettra le plan directeur adopté par le Conseil municipal – tout le haut des Eaux-Vives, voire jusqu'à la Gradelle, sera transformé. Nous sommes à pied d'œuvre et je vous remercie, Mesdames et Messieurs, d'avoir compris l'enjeu de ce projet, tant du point de vue du plan directeur de quartier que de la modification de limites de zones à ratifier tout à l'heure, dans la foulée.

J'ajoute que, contrairement à d'autres projets, nous sommes ici respectueux de la procédure, puisqu'un plan directeur de quartier définit les gabarits et l'utilisation du sol. La Nouvelle Comédie est un élément capital de ce projet, mais un certain nombre de bâtiments d'habitation – à bon marché, je l'espère – sont également prévus. Dans une phase ultérieure, nous devons nous déterminer sur les PLQ et le type de logements à créer. Je rappelle que notre municipalité est propriétaire des trois quarts des terrains sur lesquels seront construits plus de 400 logements. Ajoutons encore que, du côté du stade de Frontenex, nous espérons aménager des terrains dévolus à des activités de loisir comme à la Queue d'Arve, afin de créer un pôle d'activités sportives dans ce quartier à construire.

Tels sont les enjeux de ce projet que vous ratifierez aujourd'hui, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux. Je dois également vous informer que le

Propositions: plan directeur de quartier et limites de zones à la gare des Eaux-Vives

concours pour la Nouvelle Comédie se déroule bien; il aura lieu en deux temps, de manière à être complètement en phase avec les aménagements prévus dans les propositions PR-670 et PR-669. Bien évidemment, l'existence de ce théâtre à cet emplacement dépend de la réalisation du CEVA; j'encourage donc vos partis respectifs à faire en sorte qu'il n'y ait pas de référendum – il y a un risque au plan cantonal – concernant les 110 millions de francs de rallonge budgétaire que le Grand Conseil devra voter incessamment. Le CEVA est un projet structurant pour l'ensemble de la ville et pour le bien commun. Je rappelle qu'une augmentation de 40% de la mobilité est prévue pour les vingt ans à venir, et qu'il est important de permettre aux habitants de la ville de choisir leur mode de transport.

J'en viens maintenant à ce qui nous divise, c'est-à-dire la question du parking. En définitive, parking ou pas, la construction d'une gare dans une ville résoudra une grande partie des problèmes de mobilité. Ensuite, nous pourrons nous chamailler sur l'ajout ou la suppression de 100 places de stationnement... Mesdames et Messieurs, c'est à vous qu'il appartient de voir si vous voulez voter ou non l'amendement de l'Entente.

Quant à celui des Verts à propos d'un écoquartier, il va de soi que le Canton et les communes devront faire des efforts dans ce sens. A ce propos, je mentionnerai la Charte d'Aalborg, le label «Cité de l'énergie», auxquels nous adhérons certainement au cours des mois à venir, les normes Minergie et Minergie+. Nous avons tous les instruments pour bien faire; ajouter un amendement visant à la création d'un écoquartier aux Eaux-Vives, ce n'est que la cerise sur le gâteau. De toute façon, ce gâteau existera; si vous estimez qu'une cerise ferait bien dans le paysage, j'en prendrai acte...

M. Georges Queloz (L). Je souhaiterais que M. Pagani nous explique un peu plus en détail sa vision de Genève dans cinquante ans. Je m'interroge sur ce que nous faisons aujourd'hui, puisque nous remettons les trams enlevés il y a soixante ans! Est-ce que vous regardez Genève dans cinquante ans dans le rétroviseur? Nous enlèverons ce que nous avons mis aujourd'hui?

Monsieur Pagani, vous vous flattez d'aménager trois gares importantes à Genève... Paris en a quatre – la gare du Nord, la gare d'Austerlitz, la gare Saint-Lazare et la gare de Lyon – mais Paris compte 12 millions d'habitants! Genève en a dix fois moins avec son agglomération... C'est une différence assez importante, tout de même! J'aimerais donc connaître les plans du Conseil administratif pour le développement urbanistique de notre ville, notamment du côté des Acacias.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Je vous répondrai en quelques mots, Monsieur Queloz. Je vous rappelle que nous aurons un débat très impor-

Propositions: plan directeur de quartier et limites de zones à la gare des Eaux-Vives

tant, en septembre et octobre 2009, sur le plan directeur communal; je me réjouis, dans ce cadre, de vous faire les démonstrations que vous demandez. En effet, nous avons une vision d'ensemble de la Genève future que la commission de l'aménagement et de l'environnement est en train d'examiner, de concert avec le Conseil administratif, les services municipaux et le Conseil d'Etat, car c'est lui qui, au final, validera ce plan directeur communal. Je me réjouis de débattre de ce sujet avec vous, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux!

Deuxième débat

Le président. Nous passons au vote de la proposition PR-670.

Je mets d'abord aux voix l'amendement de M^{me} Heberlein Simonett visant à ajouter à la résolution un article 2 ainsi libellé: «Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'associer formellement, et dès le début de la planification détaillée des éléments du périmètre, les acteurs du quartier à la planification.»

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 45 non contre 23 oui.

Le président. Je mets aux voix l'amendement de M^{me} Gisler visant à ajouter à la résolution l'article 2 suivant: «Demande la mise en place d'une offre de stationnement de 800 places, dont 650 en parking souterrain».

Mis aux voix, l'amendement ci-dessus est refusé par 37 non contre 32 oui.

Mise aux voix, la résolution PR-670 est acceptée à l'unanimité (69 oui).

Elle est ainsi conçue:

RÉSOLUTION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30A, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 11 bis, alinéa 7, de la loi d'application de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire;

vu la demande du Département du territoire;

6736

SÉANCE DU 12 MAI 2009 (soir)

Propositions: plan directeur de quartier et limites de zones à la gare des Eaux-Vives

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article unique. – Approuve le plan directeur de quartier N° 29520 intitulé «Gare des Eaux-Vives».

Mis aux voix, l'article unique de l'arrêté PR-669 est accepté à l'unanimité (64 oui).

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre q), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu la demande du Département du territoire;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article unique. – De donner un préavis favorable au projet de loi modifiant les limites de zones N° 29561 sur le territoire de la commune de Genève Eaux-Vives (création d'une zone de développement 3 et de trois zones de verdure) au lieu-dit «Gare des Eaux-Vives».

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

4. Interpellation du 12 mai 2009 de M^{mes} Florence Kraft-Babel, Marie Chappuis, MM. Alexandre Chevalier et Jean-Charles Lathion: «Musées d'art et d'histoire: un audit provocateur ou pertinent? Quelles conséquences auprès de la Fondation pour l'agrandissement du musée en vue de son 100^e anniversaire en 2010 et de ses mécènes?» (I-193)¹.

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je vous remercie d'avoir eu la courtoisie d'accepter l'urgence sur mon interpellation I-193. A cause de l'audit du Musée d'art et d'histoire, depuis quelques jours, nous sommes tous en émoi – la population genevoise, les médias et le monde culturel également. Ce soir, la population et le Conseil administratif doivent savoir quelle est la position du Conseil municipal dans cette affaire.

Je rappelle brièvement les faits. Je siège à la commission des arts et de la culture, qui a été saisie de la motion M-405 intitulée «Rénovation du Musée d'art et d'histoire», qui a été déposée avant le début de la législature en cours. Cette motion s'inquiétait de l'état du Musée d'art et d'histoire, notamment du bâtiment Camoletti. Il aurait été dommage de ne pas saisir l'occasion de son centième anniversaire pour lui refaire une image et lui donner une nouvelle vie, en ce début de III^e millénaire.

La commission a longuement auditionné toutes les personnes concernées et a pris connaissance du projet Nouvel, qui a été primé. Nous avons entendu M. Ruffieux, ainsi que M. Cäsar Menz; ce dernier nous a parlé des trésors conservés dans des dépôts sans pouvoir être exposés dans le musée, en raison de la vétusté des lieux, qui n'offrent pas la sécurité nécessaire pour exposer des chefs-d'œuvre. M. Menz nous a expliqué que le bâtiment Camoletti devait bénéficier d'une muséographie adaptée aux besoins de notre temps. Il nous a également fait part du besoin d'espace supplémentaire et de son souci de trouver le financement nécessaire pour réaliser ces objectifs.

Tout cela semblait très clair pour la direction du musée, pour M. Mugny et pour nous tous, qui avons voté avec enthousiasme la motion M-405. Et nous avons eu l'heureuse surprise, peu après, d'assister à la constitution de la Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire, présidée par Renaud Gautier et comptant des personnalités telles que Martine Brunschwig Graf, Pierre Losio, Albert Rodrik, pour ne citer qu'eux – excusez du peu! Cette fondation s'investit depuis plusieurs années afin de récolter, auprès du secteur privé, les fonds nécessaires pour compléter l'enveloppe budgétaire que le Conseil municipal avait accepté d'octroyer en vue de la simple restauration du bâtiment actuel.

¹ Annoncée et motion d'ordre, 6490.

Nous avons donc une structure ancienne qu'il fallait de toute manière rénover, car les chefs-d'œuvre du Musée d'art et d'histoire s'y détérioraient. Et voilà qu'une fondation se propose de trouver les fonds nécessaires, puisque notre municipalité ne peut pas mettre plus – elle ne pourra jamais le faire, j'y reviendrai – afin de permettre l'agrandissement du musée. Il y a une semaine, à l'approche du centième anniversaire du Musée d'art et d'histoire en 2010 – après Calvin et l'Usine... – cette fondation a expédié 150 lettres à des mécènes et sponsors éventuels, en vue de boucler le budget des travaux d'extension du musée, qui n'est pas encore assuré dans sa totalité. En effet, la crise financière sévit, je dirais même que nous sommes en pleine tourmente.

La Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire croit à la mise en valeur de nos racines. On nous l'a dit, ce musée recèle des trésors uniques au monde, et c'est une bonne raison de mener ce combat. Les mécènes pressentis ont dû recevoir ce courrier le mercredi ou le jeudi – et qu'ont-ils découvert, à leur plus grande surprise, en lisant les manchettes des journaux du vendredi? Les résultats de l'audit! Je précise que la Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire n'a pas été associée à l'information à ce sujet donnée à l'ensemble du personnel, aux Amis du Musée d'art et d'histoire et à la commission des arts et de la culture.

Nous remercions le magistrat d'avoir procédé à cette démarche, mais nous insistons sur le fait que la fondation n'a pas été conviée à y participer. Elle a donc appris par la presse que le Musée d'art et d'histoire souffrait de l'absence de grands chefs-d'œuvre universels dans ses collections d'art... Et pas un mot sur la grande polyvalence des collections d'archéologie et d'arts appliqués! C'est dire que, selon l'audit, puisque les trésors de ce musée ne sont ni des Van Gogh ni la *Joconde*, ils ne méritent pas d'être pris en considération! L'audit prétend encore que personne ne s'entend parmi les responsables de l'institution, que jamais rien n'a été fait pour améliorer la situation, que tout est poussiéreux et que rien ne va! Par conséquent, il n'y aurait qu'une chose à faire, c'est décapiter l'institution et tout reprendre de zéro.

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, qu'en sera-t-il du Musée d'art et d'histoire de Genève en 2010? Parviendra-t-il à fêter ses 100 ans? Telle est la question... Nous avons lu attentivement cet audit, et nous aimerions apporter des clarifications sur certains points en prenant un peu de recul. Un audit n'est pas une parole d'Évangile, soyons clairs là-dessus. C'est un point de vue basé sur l'écoute de personnes qui travaillent dans une institution où l'on pense bien que tout n'est pas rose chaque jour. Mais prétendre que nous ne pouvons pas être fiers des collections du Musée d'art et d'histoire, c'est un mensonge, c'est faire preuve d'ignorance. Je tiens à corriger cette erreur à l'attention de toutes celles et de tous ceux qui, ce soir, croient encore à cette institution.

Peut-on considérer Ferdinand Hodler comme un peintre de seconde, de troisième ou de quatrième catégorie? Pensez seulement à sa récente exposition, qui

a déplacé les foules; on avait rarement vu autant de monde! Et elle ne se déroulait même pas au Musée d'art et d'histoire, mais au Musée Rath. Hodler à lui seul attire les gens; il suffirait d'avoir la place et les conditions muséales pour lui accorder une exposition permanente. Et ne parlons pas du retable de Konrad Witz, première peinture naturaliste européenne qui représente tout le paysage des bords du lac devant la pêche miraculeuse. C'est l'un des chefs-d'œuvre de son temps. N'oublions pas Liotard, ce pastelliste du XVIII^e siècle qui fut l'auteur des plus grands portraits et d'autres œuvres uniques au monde, ni les collections de Charles Bonnet, l'archéologue genevois qui a fouillé en Afrique du Nord. Il a mis au jour des monuments extraordinaires datant des derniers pharaons, et il a laissé à ce sujet des documents dont nous avons l'exclusivité, à Genève, et que nous n'arrivons pas à exposer dans leur totalité par manque de place.

Passons aux arts appliqués. L'audit méprise nos petites quincailleries horlogères, mais le Musée de l'horlogerie n'aurait jamais été pillé si tout ce qu'il contenait ne valait rien!

Dans un premier temps, il convient de remettre l'église au milieu du village et de souligner que notre Musée d'art et d'histoire possède bel et bien des trésors que nous voulons exposer. La Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire a donc été constituée à raison, pour nous aider à atteindre cet objectif.

Nous en arrivons au point principal de mon interpellation, et à la raison pour laquelle je demande l'ouverture du débat tout à l'heure. A Genève, rien ne ressemble à ce que les auditeurs ont vu ailleurs – ils l'ont d'ailleurs reconnu. Genève fonctionne comme elle l'a toujours fait et doit le faire. Genève est une capitale culturelle, mais pas un immense bassin extensible de contribuables. L'assiette fiscale y est donc finie. Cela signifie que, pour créer toute institution culturelle digne de ce nom dans notre ville, nous sommes tenus de collaborer avec les milieux privés où nous trouverons des passionnés de la culture qui aideront la collectivité publique à faire vivre ses institutions.

De ce point de vue, nous sommes extrêmement troublés par la médiatisation qui a entouré le déroulement de l'audit du Musée d'art et d'histoire. Sans nos partenaires privés, ce musée ne peut pas exister. En cela, Genève est comparable à Bâle, par exemple, plus qu'à toute autre capitale européenne. Bâle est également une ville à grande vocation culturelle, mais qui s'étend sur un territoire limité et qui compte un petit bassin de contribuables; or elle a trouvé le moyen d'asseoir sa réputation culturelle à l'échelle européenne, si ce n'est mondiale, grâce à des partenariats entre le public et le privé.

Je trouve regrettable que l'audit du Musée d'art et d'histoire ne signale nullement cette condition préalable. Les auditeurs – tout comme le Conseil administratif dans son ensemble, d'ailleurs – n'ont peut-être pas mesuré qu'il est nécessaire,

pour l'avenir de nos institutions, de créer des liens de confiance avec les privés et de travailler continuellement avec eux. Or la Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire, créée spécialement en vue de cet objectif, a été purement et simplement écartée de cette affaire d'audit.

Je rappelle que nous sommes en période de crise. Nous ne sommes pas certains, alors que le monde financier est déjà largement ébranlé, qu'un électrochoc culturel était la manière la plus sûre de garantir l'avenir du Musée d'art et d'histoire. Nous critiquons le déni des chefs-d'œuvre genevois et de nos racines culturelles spécifiques par les auditeurs; nous critiquons leur méconnaissance de notre système politique, qui diffère de celui de la France ou d'autres capitales et exige le partenariat entre le privé et le public.

Tout ce qui reste à faire, après avoir pris connaissance d'un tel audit, c'est de décapiter l'institution! Eh bien, Mesdames et Messieurs...

Le président. Madame la conseillère municipale, vous avez déjà dépassé les dix minutes de parole. Je vous demande de conclure.

M^{me} Florence Kraft-Babel. Excusez-moi, Monsieur le président, je ne prends conscience que maintenant que le délai de dix minutes est également valable pour une interpellation. Quoi qu'il en soit, j'arrive au bout de ce que je voulais communiquer au Conseil municipal. Je propose l'ouverture du débat, afin que nous puissions poursuivre la discussion sur ce sujet et tirer au clair l'attitude de la municipalité concernant l'avenir du Musée d'art et d'histoire. Ainsi, d'autres orateurs qui en ont la compétence pourront compléter mes propos.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Nous avons l'habitude, avec notre magistrat préféré, des pavés dans la mare... Nous en avons eu une première expérience dès le début de la législature, quand M. Mugny souhaitait réunir la Comédie de Genève et le Théâtre de Carouge en une seule institution. Ensuite, il nous a accoutumés aux audits. Il y en a eu plusieurs: au Grand Théâtre, à Saint-Gervais... Et maintenant, c'est le tour du Musée d'art et d'histoire! Je le dis tout de suite, le Parti démocrate-chrétien a toujours été très dubitatif par rapport à ces audits encouragés par la gauche. Nous pensons, quant à nous, qu'un audit est un aveu d'impuissance à éviter autant que faire se peut; chaque fois que l'administration, les services du département ou le magistrat lui-même peuvent régler les problèmes, ils doivent le faire.

Dans le cas présent, M. Mugny, membre du parti des Verts, a hérité d'une situation laissée par un autre membre du parti des Verts, M. Vaissade. Au lieu

d'essayer de la traiter en vue d'une certaine pérennité, il la gère à coups d'audits, avec l'appui de la gauche. Nous ne pouvons pas tolérer cette manière de procéder. Le Parti démocrate-chrétien se demande si le département de la culture a mesuré les dégâts causés par cet audit. En comprenez-vous les conséquences, Monsieur Mugny, sur la recherche de fonds en cours pour l'agrandissement du musée?

A nos yeux, cet audit est provocateur, et nous nous étonnons qu'on l'ait divulgué alors qu'il utilise des termes inacceptables. Par exemple, les auditeurs attaquent le directeur du Musée d'art et d'histoire en le traitant de «directeur suzerain»; quand on sait que le prénom de M. Menz est Cäsar, on imagine qu'ils auraient même pu le qualifier de «directeur empereur», pourquoi pas? Nous sommes dans la caricature! C'est inadmissible, dans un audit mené par des personnes aussi qualifiées qu'on nous l'a dit: les auditeurs seraient les meilleurs du monde, ils auraient été recommandés par des instances fédérales... Mais nous, nous sommes surpris des propos lus dans leurs conclusions. Évidemment, nous n'avons eu accès qu'à un résumé de l'audit, et il se peut qu'ils misent sur l'effet de choc qui a d'ailleurs été très fort, puisque ce musée s'est vu privé du jour au lendemain de son directeur. M. Menz a été démis de ses fonctions.

Dès lors, nous reposons la question: a-t-on vraiment mesuré les dégâts qu'entraînera cette décision? Le Musée d'art et d'histoire ne doit pas être traité comme il l'a été dans cette affaire, et il est inacceptable de mépriser les expositions qu'il a montées. Je pense notamment à la plus récente, consacrée à Akhenaton et Néfertiti, que nous sommes nombreux à avoir visitée et dont nous avons tous fait l'éloge, ainsi qu'à l'exposition parallèle sur la préhistoire de la Suisse romande. C'était merveilleux! Personne ne peut dire que les responsables de ces expositions sont des amateurs! Vraiment, il est grave de penser que l'équipe de scientifiques à la tête du Musée d'art et d'histoire n'est pas à la page et n'a pas conscience des changements à effectuer. C'est plutôt le département de la culture qui n'en a pas conscience!

Cet audit a créé une onde de choc, c'est une véritable bombe. Après les pavés dans la mare, voilà les bombes! Quoi qu'il en soit, il faudra travailler sur les conclusions de l'audit, et j'espère que nous en tirerons quelque chose de positif. J'espère surtout que les sponsors et les donateurs qui nous accompagnaient dans la création d'un musée remis à neuf ne se retireront pas maintenant; nous en serions très largement responsables.

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Déjà comme journaliste, je voyais passer des audits: par exemple, le célèbre audit Arthur Andersen, plutôt plébiscité par la droite... Il est normal qu'un audit suscite des remous, des débats, des désaccords. Pour ma part, j'ai décidé de ne pas me prononcer sur celui du

Musée d'art et d'histoire. Nous avons mandaté les auditeurs, ils ont rendu un document sur lequel nous travaillons, car il nous incombe de nous baser sur ses conclusions pour essayer de trouver des solutions. Mais vous avez le droit de critiquer cet audit, Mesdames et Messieurs!

M^{me} Kraft-Babel a utilisé la formule: «Un audit n'est pas une parole d'Évangile»... Je rappelle qu'il y a des évangiles apocryphes et que la manière dont certains évangiles ont été retenus plutôt que d'autres fait l'objet de contestations théologiques. Il en ressort que, de toute manière, nous n'avons pas un rapport clair à la parole divine, qui reste à décrypter. Bien évidemment, cet audit n'est pas la parole divine! Tout cela pour dire que je n'en analyserai pas le contenu.

Je signale toutefois que la commission du personnel du Musée d'art et d'histoire, avec laquelle nous avons discuté et à qui nous avons présenté cet audit en primeur, quelques jours avant de le divulguer à l'ensemble du personnel, souhaitait qu'il soit rendu public sous forme d'un résumé. Cette commission considère donc qu'il représente bien les difficultés déplorées au sein du Musée d'art et d'histoire. Voilà le point de départ de notre réflexion à venir. Je rappelle que le Conseil municipal a souvent discuté des souffrances éprouvées sur le plan professionnel par les personnes travaillant dans ce musée, qui s'y sentent mal et peu reconnues.

Il y a donc des problèmes à régler. Quelqu'un de plus intelligent que moi y serait peut-être mieux parvenu... Pour ma part, j'ai fait un certain nombre de tentatives qui n'ont pas abouti, même s'il y a eu quelques améliorations. Pour le moment, nous repartons dans une nouvelle aventure, afin d'essayer de trouver une solution en accord avec la commission du personnel. Le Musée d'art et d'histoire doit redevenir un endroit où il fait bon travailler, et qu'il est agréable de visiter.

M^{me} Kraft-Babel a évoqué tout à l'heure le projet Nouvel, qui est d'ailleurs le sujet même de son interpellation. Je rappelle que, il y a deux ans, quand le Conseil municipal a accepté ce projet, un délai d'une année avait été donné pour trouver les fonds manquants. Or, une fois ce délai écoulé, l'argent nécessaire n'avait pas encore été réuni et nous avons décidé d'attendre. Je pense que la crise financière et les problèmes qui se sont posés au musée ont évidemment découragé certains donateurs, et je ne critique pas le travail de la Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire, ni son président, M. Gautier, que j'ai en très grande estime. Je dis simplement que les circonstances n'ont pas permis de réunir les 40 millions de francs nécessaires dans les temps impartis.

Je rappelle que la Ville donnait 40 millions de francs pour la réalisation du projet Nouvel, et que la somme équivalente devait être trouvée auprès des privés. Nous n'y sommes pas parvenus, et nous avons prolongé le délai. Personne n'a rien eu à redire là-dessus, me semble-t-il. Aurait-il fallu, pour éviter les problè-

Interpellation: audit aux Musées d'art et d'histoire

mes, attendre d'avoir récolté tous les fonds avant de sortir l'affaire de l'audit? De toute manière, il ne s'agit que de promesses de dons, et les problèmes se seraient posés même dans ce cas.

Il y avait un abcès à crever, il fallait le crever et nous l'avons fait grâce à cet audit. A partir de là, je pense que nous pouvons aller de l'avant. Evidemment, je ne suis pas sûr que certains donateurs potentiels ne se retireront pas du projet en apprenant le résultat de l'audit. Ce que je sais, c'est que le principal donateur, qui accorde quand même plus de la moitié des fonds souhaités, a d'ores et déjà annoncé qu'il resterait dans la course et qu'il n'avait aucune intention de se retirer. Pour le reste, nous verrons...

Vous avez raison, Madame Kraft-Babel, de dire que nous avons prévenu la Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire au dernier moment, en ce qui concerne les résultats de l'audit. Il est vrai que, sur ce plan, j'aurais pu être un peu plus rapide. Mais nous avons agi de la même manière avec l'Association Hellas et Roma; j'ai mangé avec son président, Jacques-Simon Eggly, le vendredi à midi pour l'informer. La présidente des Amis du Musée d'art et d'histoire a été prévenue, quant à elle, le jeudi matin avec l'ensemble du personnel. De toute manière, il s'agissait de maintenir une certaine confidentialité, afin d'éviter des fuites avant la divulgation officielle des résultats de l'audit.

Néanmoins, je reconnais que j'aurais pu avertir un peu plus tôt les membres de la Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire. J'ai présenté mes excuses à M. Gautier, et j'espère qu'il les acceptera. Il y a eu un manque de ma part, certes, mais il y a toujours un petit raté quelque part, quand on organise un projet pareil. Mais même si nous avions prévenu la fondation quatre ou cinq jours plus tôt, cela n'aurait rien changé à la réelle difficulté de continuer à récolter des fonds dans ces circonstances.

Vous savez bien que je défends le projet Nouvel, Mesdames et Messieurs! J'espère qu'il se réalisera et que nous pourrons relancer la machine avec un nouveau directeur. A ceux qui ont le sentiment que des têtes sont tombées n'importe comment, je rappelle ce que M. Menz a dit publiquement à différentes reprises: c'est lui-même qui, avant les résultats de l'audit, en décembre 2008, a souhaité se retirer et avoir d'autres fonctions. Il n'est d'ailleurs pas loin de l'âge de la retraite. Nous avons donc examiné ce point avec lui.

Evidemment, il y a une sorte de coïncidence entre l'annonce des résultats de l'audit et le départ de M. Menz; mais cette démarche se fait en parfait accord entre le département de la culture et lui, il n'y a pas de conflit entre nous et je trouve que cela se passe plutôt bien. Il n'y a eu aucune volonté du département ou de qui que ce soit de s'en prendre à M. Menz ou de dire le moindre mal sur son activité. L'audit a formulé des critiques, M. Menz le sait – il l'a lu comme tout le monde – et nous travaillons à partir de cela.

Voilà ce que je voulais dire pour répondre à l'interpellation de M^{me} Kraft-Babel. Si le Conseil municipal souhaite en débattre, il peut bien sûr le faire; pour ma part, je ne pense pas réintervenir. Il faut maintenant que la situation évolue tranquillement. J'ai adressé un texte à ce sujet à la commission des arts et de la culture, j'espère qu'il a été transmis à l'ensemble des membres du Conseil municipal. Il résume la position du département de la culture concernant l'audit du Musée d'art et d'histoire et donne le point de vue des auditeurs sous la forme d'un résumé réalisé par eux-mêmes, et non par mon département.

Je souligne encore un point. Si l'audit n'a pas été divulgué dans son intégralité, c'est pour une raison bien précise. Vous vous souvenez certainement, Mesdames et Messieurs, du problème que nous avons rencontré avec l'audit du Grand Théâtre: il a été dévoilé dans tout son contenu et des tas de gens s'y sont reconnus, ce qui les a mis dans une situation très difficile. Nous avons donc considéré, dans le cas présent, qu'il suffisait de livrer l'audit entier à la commission du personnel du Musée d'art et d'histoire, qui a pu vérifier que le résumé transmis aux autres intervenants reflétait bien le contenu du document complet. Nous n'allions tout de même pas créer un nouveau problème majeur avec des verbatim éventuels, les uns et les autres pouvant se reconnaître dans les résultats de l'audit. Je rappelle qu'il s'agit d'un travail extrêmement complexe et vaste, qui touche à beaucoup de domaines.

J'espère que nous pourrions tous attendre patiemment que la situation rentre dans l'ordre et que le Musée d'art et d'histoire redémarre comme il se doit. Madame Kraft-Babel, je n'ai jamais critiqué aucune de ses expositions! J'ai même été enthousiasmé par Hodler! Les auditeurs, en tant que Français, n'ont probablement pas les mêmes critères sur la culture que les Suisses et ils ne sont donc pas forcément capables d'analyser la qualité des collections genevoises. Mais je n'ai pas le sentiment que cela remette en question l'audit sur les dysfonctionnements à déplorer au sein du musée.

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Je ne veux pas répliquer, mais simplement poser une dernière question pour terminer mon interpellation, les dix minutes de temps de parole s'étant écoulées lors de ma première intervention avant que je parvienne à le faire. J'aimerais demander à M. Mugny quelles démarches il compte entreprendre maintenant et si nous pouvons vraiment le croire quand il affirme que le projet Nouvel lui tient à cœur. A-t-il pris la mesure de la gravité de l'ébranlement de la Fondation pour l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire, à la suite de la publication de cet audit, qui contient quand même des erreurs importantes et du mépris face à nos institutions? On ne peut pas le nier! Vous ne pouvez pas prétendre que le ton de l'audit est neutre, aimable et constructif, Monsieur le magistrat! Ce serait vraiment un mensonge!

Quelles démarches comptez-vous entreprendre maintenant, outre présenter vos excuses à M. Gautier – et nous vous en remercions? Allez-vous mener des actions concrètes en respectant la structure déjà existante du Musée d'art et d'histoire? Comptez-vous maintenir la solution dite «pilote» qui consiste à mettre des politiciens à la tête des musées? Est-ce vraiment une garantie, pour faire avancer la réalisation du projet Nouvel? Telles sont les questions que nous nous posons aujourd'hui, à l'aube de l'année 2010 qui devait être un bel anniversaire, un centenaire marquant et une nouvelle page à tourner pour le Musée d'art et d'histoire...

M. Patrice Mugny, conseiller administratif. Je vous donnerai deux ou trois éléments de réponse, Madame Kraft-Babel. Premièrement, 2010 n'aurait jamais été l'année de l'ouverture du musée agrandi. Ne prétendons pas des choses pareilles! Dans le meilleur des cas, ce bâtiment sera agrandi dans six à sept ans. Et cela, s'il n'y a pas de référendum ou des problèmes de patrimoine. Le rythme de réalisation de ce projet est lent, et c'est normal: nous sommes en démocratie – ce que j'approuve, bien sûr! En 2010, il y aurait peut-être eu un premier examen, par le Département cantonal des constructions et des technologies de l'information, de la possibilité de mener des études en vue de l'agrandissement du Musée d'art et d'histoire. Telle est la réalité!

Cela étant, il ne s'agit pas non plus de mettre d'anciens politiciens à la tête du musée! Je vous ai donné le document explicatif et vous auriez pu le lire attentivement, Madame Kraft-Babel. Il y est précisé qu'il s'agit de mettre sur pied une sorte de chambre d'écoute et d'accompagnement, car nous pensons qu'il est bon, parfois, que des personnes extérieures aux rapports purement professionnels et statutaires soient là pour entendre les émotions des uns et des autres et permettent une sorte de catharsis collective. Je salue donc l'action de M. Segond, M^{me} Dreifuss, M. Robert et M. Griener, qui ont fait preuve d'une attitude tout à fait positive – en tout cas, au cours d'une première semaine d'activité.

Quant au reste, je ne peux que répéter que je suis favorable à la réalisation du projet Nouvel. Il ne s'agit pas de l'abandonner. La semaine prochaine, je mangerai avec le nouveau directeur du Musée d'art et d'histoire – son nom sera connu très prochainement – qui est au courant de ce projet et a même été choisi en fonction de lui. Nous travaillerons là-dessus et nous mettrons les choses en route. Mais, pour le moment, la direction du Musée d'art et d'histoire est assurée par intérim. Vous imaginez bien, Mesdames et Messieurs, que ce n'est pas dans les deux mois d'intérim avant l'été que nous relancerons le projet! Nous attendrons donc le retour de la saison d'automne et l'arrivée du nouveau directeur pour relancer cette affaire.

Mon pouvoir est beaucoup plus limité que vous ne le croyez, Madame Kraft-Babel. Mon enthousiasme pour le projet Nouvel ne m'empêchera pas de me heur-

ter à la réalité politique, c'est-à-dire à ses détracteurs et au débat général qu'il provoquera. Mais j'espère avoir été clair sur l'intérêt que je porte à ce projet!

M. Alexandre Chevalier (L). J'interviens juste pour rappeler que M^{me} Kraft-Babel a demandé l'ouverture de la discussion sur ce sujet, lors de sa première intervention. Comme je suis également auteur de l'interpellation I-193, je demande formellement l'ouverture de la discussion.

Mise aux voix, l'ouverture de la discussion est acceptée par 38 oui contre 15 non (10 abstentions).

M. Jean-Marc Froidevaux (L). Je tiens à dire ici que je ne sais de cet audit que ce que la presse a bien voulu indiquer. Au demeurant, la première chose qu'elle a signalée, c'est que des conseillers municipaux avaient été informés de l'audit... Dans ce genre de cas, comme d'habitude, on se dit d'abord que la presse ment; mais, quand on a une certaine expérience du Conseil municipal, on est un peu hésitant à s'avancer à une telle affirmation... Prétendre que l'audit a été communiqué au Conseil municipal peut bien être une solution de confort intellectuel, mais ce n'est pas nécessairement la vérité...

Donc, je ne connais pas le contenu de cet audit; il n'a été transmis qu'aux membres de la commission des arts et de la culture, sous la forme d'un résumé. Pour être tout à fait honnête, je dois reconnaître que ladite commission m'a proposé de lire cet abrégé. Quand j'étais à l'école primaire, je me contentais de lire les résumés des leçons d'histoire et de géographie, mais ce n'était là qu'un motif supplémentaire pour me faire réprimander... J'ai donc fini par apprendre mes leçons et par considérer que les résumés, fussent-ils rédigés par l'auteur même du texte ainsi abrégé, ne doivent pas être pris en compte.

En tout cas, le résumé de l'audit du Musée d'art et d'histoire ne peut pas suffire au Conseil municipal pour jeter l'anathème sur cette institution et – plus grave encore – sur son directeur. Je tiens à dire que le Conseil municipal est donc tenu dans l'ignorance du réel contenu de ce document. Et tenir dans l'ignorance le Conseil municipal, c'est déjà une demi-tromperie. Dans cette affaire, la moindre des choses était de permettre à tous les conseillers municipaux d'avoir accès à l'intégralité de l'audit. M. Mugny prétend que cela aurait entraîné des risques de plaintes pénales, mais il est redevable envers le Conseil municipal des informations qu'il détient et qui concernent la bonne marche de l'administration publique. Et le Conseil municipal, à son tour, est redevable de ces informations envers la population. Nous seuls sommes à même de porter un jugement sur cet audit, et personne d'autre. Je le dis d'entrée de cause. Or, je ne sais pas ce dont parle ce document!

Quant aux informations qui nous ont été fournies par la presse, il faut avant tout se demander si le magistrat, dans une situation comme celle-là, doit laisser les portes claquer, ou si son rôle ne serait pas, au contraire, de défendre l'institution mise en cause.

Le Conseil municipal a reçu cette année un document intitulé «Rapport de la politique culturelle 2004-2011», probablement rédigé au mois de septembre ou d'octobre 2008 – il n'est pas daté. On le trouve dans la rubrique «Divers» du site internet mis à la disposition des conseillers municipaux. On y lit que le Conseil administratif est parfaitement au courant des dysfonctionnements du Musée d'art et d'histoire, qu'il a pris les mesures adéquates concernant la direction administrative à travers une étude encore en cours qui porte le nom de «Renouveau». Je signale au passage que l'orthographe utilisée dans ce document constitue, elle aussi, un renouvellement...

En matière de muséographie, ce document nous informe que des mesures ont été prises afin d'assurer une adéquation idéale entre les publics – le pluriel est à la mode... – et le Musée d'art et d'histoire. Il nous est encore indiqué que la transversalité était une option qui a été garantie par la mise en place de nouveaux instruments. Je ne suis pas en train de critiquer ce document établi par M. Mugny en automne 2008; mais il apparaît très clairement, à sa lecture, que rien de ce que nous avons lu dans la presse à propos du Musée d'art et d'histoire n'était inconnu du magistrat. Tout ce que nous venons d'apprendre dans les journaux fait partie de la stratégie même du département de la culture.

Or, le rôle du chef dudit département n'est pas d'accepter une démission comme celle de M. Menz – si ce n'est de la susciter, en nous faisant croire ensuite à une malheureuse coïncidence. Le magistrat doit défendre l'institution municipale menacée. Dans la presse de jeudi et vendredi matin, ainsi que dans les éditoriaux d'aujourd'hui, nous avons tous pu constater à quel point les divers commentateurs de cette affaire s'étaient éloignés de l'audit lui-même. Chacun a compris que Genève n'est pas Paris, et que notre Musée d'art et d'histoire n'est pas une institution culturelle de nature à exciter les prétentions de ministres de la culture à peu près aussi rayonnants que les rois de Versailles!

A Genève, nous avons des trésors dont la caractéristique n'est pas d'être locaux, mais d'être intellectuels. Pour les exposer, il faut disposer de lieux qui suscitent la réflexion, pas de lieux qui époustouffent. Et cela, évidemment, un auditeur parisien ne peut, a priori, pas le comprendre... Nous savons, nous, combien le magistrat Mugny a été attentif à ce que nous conservions des lieux qui suscitent l'appétit de la connaissance, et non pas des expositions qui «en jettent». Combien de fois ne nous a-t-il pas cité des expositions en Suisse romande ou en Suisse alémanique qui faisaient la une de la presse, mais qui ne constituaient pas, selon lui, l'archétype de l'exposition muséographique? La commission des arts et de la culture ne l'a jamais désavoué sur ce point.

Nous nous accordons tous, ici, sur le fait que le rôle d'un musée est complexe, car il comprend la conservation des œuvres, leur exposition et leur étude. Il faut pouvoir réaliser tout cela en même temps. Nous avons tous visité l'exposition du Musée Rath «Les années Labyrinthe», et nous avons tous pu comprendre à quel point, par définition, une exposition est un lieu où l'on se perd dans le labyrinthe de l'esprit. Mais ce sont là des aspects que l'auditeur parisien ne peut pas comprendre.

Ce que nous pouvons attendre de M. Mugny, c'est qu'il soit fier de sa politique et qu'il la défende. Au lieu de jeter l'anathème sur un directeur d'institution culturelle, il doit accepter qu'un homme qui n'a fait qu'accomplir les obligations qui découlent de la politique du magistrat lui-même ne soit pas chassé et fustigé, mais que son activité soit au contraire reconnue. Un audit permet de mettre le doigt sur des points forts et des points faibles, ou sur des contradictions; mais si le magistrat, chaque fois qu'il y a un audit, jette à la porte ici le directeur d'un théâtre, là le directeur d'un musée – et qui d'autre encore, à l'avenir? – par la force des choses, ce n'est pas à ces directeurs qu'il ne faut pas faire confiance, mais au magistrat!

M. Olivier Fiumelli (R). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, suite aux brillants propos de mon préopinant libéral, j'aimerais juste ajouter que je suis un peu surpris par les explications de M. Mugny quant au fait que nous n'avons pas reçu la totalité de l'audit. Je rappelle que tous les documents de l'administration municipale sont soumis à la loi sur l'information du public et l'accès aux documents (LIPAD); à ce titre, Monsieur Mugny, vous avez l'obligation de nous transmettre la totalité de ce document.

Je sais bien que, dans le cas du Grand Théâtre, il y avait eu des problèmes – mais c'était pour des raisons de confidentialité, parce que les procédures s'étaient opposées pour ne pas rendre public le rapport d'audit. Mais vous êtes tout de même tenu de nous communiquer l'audit sur le Musée d'art et d'histoire dans sa totalité, et j'espère qu'il en sera fait ainsi.

M. Jean-Charles Lathion (DC). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, on attaque beaucoup M. Mugny, ce soir... J'aimerais dire que la responsabilité des conséquences de cet audit revient aussi bien au Conseil municipal qu'au Conseil administratif. Je m'explique.

Lorsque l'on cherche un musée, dans cette bonne ville de Genève, on a de la peine à le trouver – surtout si on est étranger. Sur le chemin de mon domicile à mon lieu de travail, en traversant la Vieille-Ville, je me fais régulièrement interpellé par des touristes avec un petit plan dans les mains qui me demandent où

Résolution: offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean

se trouve tel ou tel musée. A Genève, nous avons une bonne signalétique pour les pistes cyclables – bravo les Verts! – pour les parkings – bravo la Ville! – mais rien pour les musées... Nous avons proposé à maintes reprises d'augmenter la dotation municipale à Genève Tourisme, mais la gauche a toujours refusé cette mesure. Les résultats de l'audit du Musée d'art et d'histoire montrent pourtant qu'une collaboration plus étroite entre la Ville et Genève Tourisme permettrait d'attirer des visiteurs.

Cet audit est un véritable électrochoc, mais il doit aider la classe politique – et plus spécialement le Conseil administratif – à revoir sa politique en matière de musées.

L'interpellation est close.

5. Résolution du 21 avril 2009 de M^{mes} Nicole Valiquer Grecucio, Andrienne Soutter, Christiane Olivier et Silvia Machado: «Sauvons les offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean!» (R-120)¹.

PROJET DE RÉOLUTION

Considérant:

- le réexamen de l'activité de 500 offices de poste par la direction générale de la Poste suisse qui prévoit de supprimer 10 bureaux de poste dans le canton de Genève, dont trois en ville de Genève, soit ceux de la Cluse (rue de la Ferme), de Saint-Jean (rue du Beulet) et de la route des Acacias;
- le mandat de prestation de la Poste suisse qui doit garantir un service universel sur l'ensemble du territoire à toute la population;
- les propos publics de M. Claude Béglé, président du conseil d'administration de la Poste suisse, dans la presse écrite et à la télévision qui souhaite un dialogue constructif avec les villes et les communes afin de trouver des solutions;
- l'enjeu de garantir un accès et des prestations de qualité à une distance convenable dans nos quartiers où en particulier le trafic de paiement et l'approvisionnement en numéraire est nécessaire;
- les combats des habitants de Saint-Jean et des Acacias ayant abouti au maintien des offices de poste dans ces quartiers,

¹ Annoncée, 6230. Motion d'ordre, 6485.

Résolution: offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean

le Conseil municipal refuse d'entériner cette politique visant à la fermeture de trois offices postaux en ville et invite le Conseil administratif à entamer au plus vite des négociations avec la direction générale de la Poste suisse en concertation avec les usagers des quartiers concernés, afin de maintenir l'activité de ces trois offices postaux.

Le président. Monsieur Buemi, je ne peux pas vous donner la parole pour présenter cette résolution urgente, car vous n'en êtes pas signataire.

M^{me} Nicole Valiquier Greuccio (S). Je m'attendais à ce que mon collègue Christophe Buemi puisse parler de la résolution urgente R-120, car nous en étions convenus ainsi. Néanmoins, je la présenterai moi-même, comme je l'ai fait tout à l'heure lors du débat sur l'urgence. Nous aimerions que le Conseil administratif, comme il l'a déjà fait dans le passé, intervienne en faveur des offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean. Plus généralement, nous aimerions qu'il demande à la direction de la Poste de maintenir les offices situés en ville, afin qu'ils puissent continuer à remplir leur fonction de service public.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, le président du conseil d'administration de la Poste s'est engagé à négocier avec chaque collectivité publique qui se manifesterait dans ce sens. Telle est la raison pour laquelle nous demandons, par la résolution R-120, que le Conseil administratif prenne position en ce qui concerne ce dossier et intervienne en faveur du maintien des bureaux de poste. Je le répète, il s'agit de garantir un service public destiné à l'ensemble des habitantes et des habitants de nos quartiers.

Préconsultation

M. Christophe Buemi (S). Il me semble que, tout à l'heure, lors du débat sur l'urgence de la résolution R-120, nos collègues de l'Entente n'ont pas bien compris le sens de notre démarche. Il ne s'agit pas de faire une résolution pour des motifs purement électoralistes, mais bien de saisir l'opportunité que nous donne M. Béglié, nouveau président du conseil d'administration de la Poste suisse, quand il dit très clairement à la télévision et dans la presse écrite que c'est maintenant le temps de la négociation. Ce ne sera pas l'année prochaine!

C'est en 2009, 2010 et 2011 que les 420 offices menacés de fermeture seront examinés par la Poste, il faut donc saisir immédiatement l'opportunité de négocier et de prendre position à ce sujet. Il y a dix ans, les habitants de Saint-Jean se sont battus pour sauver leur poste, et leurs efforts ont tout de même servi à quel-

Résolution: offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean

que chose. Plus récemment, ceux des Acacias ont fait de même. Mais le rapport de forces est très difficile et parvenir à un résultat nécessite aussi l'engagement de politiques – à Saint-Jean, le maire était intervenu, à l'époque.

Je crois que notre municipalité doit défendre les services publics. Cette notion de service public est d'ailleurs très différente en ville par rapport aux régions rurales. Nous devons saisir l'opportunité de négocier. Je rappelle que, lors de la votation fédérale sur l'initiative «Poste pour tous», il y a quelque temps, le peuple suisse a été extrêmement mitigé, puisque le résultat était quasiment 50% contre 50%; et cette initiative n'a été refusée que de peu. Cela montre que les habitants des régions périphériques se préoccupent autant que les citadins de la notion de service public.

M^{me} Marie Chappuis (DC). La suppression de bureaux de poste est effectivement une question très sensible – mais très émotionnelle et très électoraliste aussi, ce qui n'a visiblement pas échappé à la gauche... Voilà donc un dossier tout à fait électoraliste qui fait le bonheur de l'Alternative!

Il est vrai que la Poste revêt une importance tout à fait capitale pour notre ville et, plus largement, pour notre canton. Pourquoi? Parce qu'elle participe à la création des conditions-cadres propices à notre économie. Il ne fait nul doute que, sans les prestations de la Poste, des secteurs entiers de notre économie seraient fortement touchés – je pense notamment à ceux qui sont tournés vers l'exportation. Telle est la raison pour laquelle, il y a quelques années, le gouvernement genevois – et notamment Carlo Lamprecht – s'était battu avec succès pour maintenir les douanes-postes de Cornavin et de Montbrillant, importantes pour l'économie de notre canton.

Mais quelle est la situation actuelle? Force est de constater que la Poste a perdu 40% de son trafic par courrier, du fait des nouvelles technologies que sont l'internet et les SMS. Avec 40% de recettes en moins, elle peut difficilement maintenir les mêmes infrastructures – à moins d'augmenter les tarifs, mais je crois que nous sommes tous, ici, attachés au maintien du courrier universel. Pour 1 franc, on peut envoyer une lettre au fin fond de la vallée de Conches, et nous pensons que ces prestations doivent rester accessibles à l'ensemble des couches de la population.

Aujourd'hui, nous devons nous interroger sur l'avenir de la Poste. Les solutions à trouver sont multiples. Tout d'abord, la Poste doit chercher de nouveaux marchés et répondre à de nouveaux besoins. Le projet de carte médicale informatisée est assez emblématique de cette évolution puisque, dans ce cadre, la Poste a conclu un partenariat avec le Canton de Genève pour essayer d'offrir de nouvelles prestations et de répondre aux besoins de la population genevoise à l'avenir.

Résolution: offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean

Une autre question qui mérite d'être posée, selon nous, est celle de la licence bancaire éventuellement accordée à PostFinance, qui permettrait de développer des activités rentables, de renforcer la Poste et de financer plus facilement son service public.

Cependant, en ce qui concerne le maintien des bureaux de poste dans certains quartiers, nous pensons que la gauche mène un combat d'arrière-garde. Or, aujourd'hui, il faut trouver des solutions pour l'avenir. Nous comprenons que la disparition de bureaux de poste en campagne pose des difficultés, c'est pourquoi nous sommes favorables à leur transformation en agences postales où l'on peut acheter des timbres et enregistrer des paquets. Mais le maintien tel quel des bureaux de poste en ville est une position difficilement tenable. Par conséquent, nous refuserons la résolution R-120 de la gauche.

M^{me} Patricia Richard (R). Je répéterai ce que j'ai déjà dit: pour le Parti radical, la sauvegarde des bureaux de poste est importante. Il faut les maintenir pour les personnes de condition modeste qui n'ont pas les moyens de se payer l'internet ou qui n'ont pas accès à cette technologie, et qui ne peuvent pas non plus se déplacer pour aller à la banque. C'est bien beau de parler d'économies dans tous les secteurs mais, quand les banques disparaissent ou deviennent automatiques, quand la Poste délocalise ou ne garde que les offices principaux, les personnes âgées sont oubliées! Stop!

Nous sommes favorables à ce que le Conseil administratif discute de la sauvegarde des offices postaux avec les responsables de la Poste, et nous souhaiterions que la résolution R-120 soit renvoyée à la commission des finances. Nous pourrions peut-être y auditionner M. Leuenberger, pour qu'il nous explique pourquoi les offices postaux qui vendent de plus en plus d'articles sans aucun rapport avec la poste ne paient toujours pas de taxe professionnelle, contrairement aux petits commerçants...

Nous estimons également que l'exemple cité dans la *Tribune de Genève* de ce matin, si je ne me trompe, au sujet de la nouvelle poste d'Aire-la-Ville, serait susceptible de constituer une très bonne solution dont le Conseil administratif pourrait discuter. Après tout, pourquoi ne pas combiner plusieurs secteurs d'activités dans le même commerce? Puisque la poste se met à vendre des chewing-gums, pourquoi les commerçants ne se mettraient-ils pas à assurer des services postaux? Au moins, les personnes âgées qui ne peuvent pas se déplacer trouveraient toujours un office ouvert!

Nous sommes donc tout à fait d'accord de soutenir la résolution R-120 et nous demandons son renvoi à la commission des finances.

Résolution: offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean

M. Alexandre Chevalier (L). Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, le groupe libéral refusera la résolution R-120. Comme nous l'avons dit de manière assez concise tout à l'heure, lors de la discussion sur l'urgence, il nous semble que la poste a aujourd'hui changé de mission, de caractère et d'importance. Elle a changé de mission, comme vient de le rappeler ma préopinante radicale, puisqu'elle vend des livres, des disques, des chewing-gums, des articles de voyages et des cadenas... Bref, la poste est devenue un magasin, et non plus forcément une poste! M^{me} Chappuis l'a bien démontré, cela s'explique par la baisse importante du trafic de courrier.

Des solutions alternatives existent dans d'autres pays où, pour certains envois, on passe directement par les petits commerces et autres épiceries. La poste actuelle est surtout devenue une banque postale concurrente, à terme, non pas des banques commerciales, mais bien des banques cantonales. Nous parlons donc d'offices de poste qui ont changé de mission.

Et l'on vient nous faire croire que ces postes situées en ville sont dans la même situation que celles des communes rurales, loin des centres urbains! Il faudrait absolument, en pleine ville, avoir une poste tous les 200 mètres, alors qu'il y en a tout de même passablement dans une communauté urbaine comme la nôtre. Il me semble que celles et ceux qui ne bénéficient pas des nouvelles technologies peuvent encore, à Genève, passer par les services de la poste pour faire leurs paiements ou envoyer leur courrier. Mais rappelons que personne n'est exclu de l'évolution technologique, et que s'initier à de nouveaux moyens de communication n'est pas une question d'âge, puisque de nombreux aînés savent très bien se servir d'un ordinateur.

A quoi sert la poste, aujourd'hui? Nous pouvons nous poser la question, sachant que même les votations commencent à se faire par l'internet. Nous pensons que le Conseil municipal sera confronté à de plus en plus de résolutions et de motions urgentes du genre de la résolution R-120, au fur et à mesure que les élections cantonales approchent... Voilà bien une résolution qui sert à faire plaisir à certains électeurs! Nous n'entrerons pas dans ce jeu-là.

Nous sommes conscients des évolutions de la société actuelle et nous considérons que, s'il faut négocier pour garder des offices postaux, c'est pour ceux qui doivent réellement être maintenus, c'est-à-dire non pas ceux qui sont situés en pleine ville, mais ceux qui desservent des régions reculées. La Poste s'est fixé un calendrier qui ne souffrira pas 20 000 exceptions, et un certain nombre d'offices postaux seront supprimés dans notre canton et dans toute la Suisse. Pour une poste maintenue, ce sera une poste supprimée. La Ville de Genève pourrait faire preuve de générosité et ne pas exiger le maintien des postes urbaines, afin de favoriser plutôt celui des postes de campagne nécessaires.

M^{me} Salika Wenger (AGT). Je dois dire que ce que je viens d'entendre est totalement ahurissant! Voilà que nos adversaires politiques font le constat de l'évolution de la poste, comme si elle était arrivée de main divine! «L'évolution s'est faite, la poste n'a plus les mêmes missions...» Comme si personne n'en portait la responsabilité! On a libéralisé un service public, c'est-à-dire ce qui était un monopole de l'Etat – mais l'Etat, c'est vous, c'est moi, c'est les contribuables! Ce monopole qui rendait service à tous a été ouvert à des privés, et on vient maintenant se plaindre que la poste ait de la concurrence... Mais c'est vous, à droite, qui l'avez mise en concurrence!

Vous nous expliquez sans arrêt qu'il y a une évolution, qu'il faut se mettre sur le chemin merveilleux et radieux du futur... Mais le futur que vous nous avez préparé, il n'a rien de radieux, et nous allons tous le payer! Alors, de grâce, ne faites pas semblant d'imaginer que les choses changent toutes seules! Il y a des responsabilités derrière tous ces changements, qui ne sont d'ailleurs pas forcément les meilleurs possibles.

Comme vous, Monsieur Chevalier, je suis contrite de constater que, pour qu'un bureau de poste puisse subsister, il faut y vendre des jouets et des cadenas! Telle n'est pas sa fonction. Mais ne venez pas me dire que les petits vieux pourront aller dans une épicerie pour y trouver les mêmes services qu'à la poste, ce n'est pas vrai! La poste est un service public, et pas une épicerie ou un supermarché! C'est un espace de rencontres et de convivialité propice au lien social, où l'on fait un certain nombre de choses aussi importantes qu'envoyer du courrier.

Evidemment, on écrit de moins en moins, et on sait de moins en moins écrire... Il suffit, pour en avoir la preuve, de voir l'orthographe calamiteuse des fameux courriels que s'envoient les gens! Peut-être n'est-il plus très important de pouvoir envoyer une véritable lettre. En tout cas, moi, je n'envoie pas de courriels d'amour – je n'en reçois pas non plus, d'ailleurs! J'ai passé l'âge... En revanche, comme le disait M^{me} Chappuis tout à l'heure, j'ai l'âge des combats d'arrière-garde. Il se peut que défendre le service public soit un combat d'arrière-garde, mais je trouve des audaces incroyables à ceux qui défendent le libéralisme à tout crin. Ils se permettent encore de nous donner des leçons, malgré le fiasco que nous sommes en train de vivre aujourd'hui!

Je veux bien admettre que la Poste soit en mauvaise posture, mais c'est parce que la droite l'a contrainte à une gestion des plus libérales. L'année dernière, on a constaté qu'elle avait fait des bénéfices. Dans ce cas, pourquoi faudrait-il fermer d'autres offices postaux? Pourquoi la droite ne peut-elle pas accepter la fonction de ce service public, qui est justement de rendre service au public sans pour autant être obligé de faire des bénéfices? Pour l'instant, ces fameux bénéfices n'ont servi qu'à une seule classe, et je vous garantis que ce n'est pas celle des principaux usagers de la poste! (*Applaudissements.*)

Résolution: offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean

M. Gilles Garazi (Ve). Ma préopinante vient de nous expliquer avec brio en quoi les mauvais résultats scolaires en orthographe de nos adolescents étaient directement liés à la fermeture des bureaux de poste... Je ne suis pas sûr de la rejoindre sur ce point, mais je suis d'accord avec sa vision du service public. Il y a quelques années, un politicien français de droite nous expliquait que trop d'impôt tuait l'impôt; la formule semblait dégouliner de bon sens mais, en fait, elle cachait des velléités nettement moins logiques...

Moi, je dirai que trop de rationalisation tuera rapidement la rationalité. Je ne vois pas en quoi il peut être rationnel de couper dans les services publics de proximité, surtout en temps de crise, alors que les gens sont déjà fragilisés. Pourquoi faut-il rendre encore plus difficile leur accès aux services publics et aux commerces de proximité du centre-ville en les fermant les uns après les autres au profit de bureaux ou de banques? Je ne vois pas en quoi la fermeture de trois malheureux bureaux de poste en ville de Genève apportera une réponse à la situation actuelle. Par conséquent, les Verts s'opposeront de toutes leurs forces à ce projet de fermeture des bureaux de poste et ils voteront la résolution R-120.

M. Alexandre Chevalier (L). Monsieur le président, vous transmettez à M^{me} Wenger les quelques considérations que m'inspire son intervention. Tout d'abord, les libéraux n'ont absolument aucune leçon à recevoir sur le système qu'ils défendent, surtout de la part d'une préopinante d'A gauche toute! qui représente un parti dont le système s'est effondré il y a bien longtemps après avoir créé des goulags... (*Remarque de M^{me} Wenger.*) Un peu de respect, Madame Wenger, je ne vous ai pas interrompue! C'est la différence entre vous et moi: pour ma part, j'ai le respect des règlements et de la prise de parole des autres, ce qui ne semble pas être votre cas en ce moment. Nous n'avons donc pas de leçons à recevoir de quelqu'un qui défend un système mort il y a longtemps sans avoir jamais fait ses preuves, si ce n'est quelques goulags et des millions de morts...

Cela étant, revenons-en au débat de fond. Il ne s'agit pas ici d'avoir un dogme sur le service public, mais de savoir quel service public nous voulons. En ce qui nous concerne, nous voulons un service destiné au public. S'il est plus facile, aujourd'hui, que les personnes âgées aillent envoyer leurs lettres non pas à un bureau de poste, mais à une épicerie, c'est le maintien de ce service qui compte, et non le lieu où il est effectué. Nous défendons le service au public, et non pas le dogme absolu du service public. Ce sont les utilisateurs qui doivent être satisfaits des services proposés, pas les politiques. Si la solution nécessite un partenariat avec le secteur privé, tant mieux, pour autant que la distribution du courrier soit assurée, quitte à ce que les habitants des quartiers passent par d'autres intermédiaires que les bureaux de poste. Voilà ce qui est important pour nous.

Cela étant, nous ne changerons pas de position. La Poste a effectivement été libéralisée et nous voyons bien qu'elle se transforme, mais nous considérons que la résolution R-120 est dénuée de sens. Il appartient à la Poste de faire ses choix, et non au Conseil municipal de continuer à se mêler des affaires cantonales, nationales et internationales. Cela devient lassant! Il existe déjà suffisamment de problèmes dans notre ville que le Conseil municipal a la compétence d'appréhender pour qu'il cesse de toujours prendre des décisions qui ne lui incombent pas.

M^{me} Patricia Richard (R). Je vous demande de transmettre à M^{me} Wenger que, pour nous, il est très important de travailler dans le cadre d'un partenariat public-privé, surtout en ces temps de crise économique. Cela fonctionne dans de nombreux domaines, et je ne vois pas pourquoi il n'en irait pas de même avec la Poste. (*Remarque de M^{me} Wenger.*) Monsieur le président, je vous prie de signaler à M^{me} Wenger qu'elle pourrait avoir le respect du droit de parole des autres, ce serait vraiment magnifique – et cela nous changerait!

Je suis d'accord de dire que la poste est un lieu de convivialité, mais prétendre que les petits commerçants ou les supermarchés ne sont pas commerciaux, franchement, c'est se marcher sur la queue! Dans ce cas, oublions les plans d'utilisation du sol, car ils ne nous servent absolument plus à rien!

M. Christophe Buemi (S). Je voudrais revenir sur deux points... (*Brouhaha.*)

Le président. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je vous demande un peu de silence. Je sais que ce débat suscite passablement de discussions, à gauche comme à droite, mais il y a des lieux pour parler en petits groupes hors de cette enceinte.

M. Christophe Buemi. Je voulais donc revenir sur deux points abordés par mes préopinants des groupes démocrate-chrétien et libéral. Je les ai entendus prétendre qu'il faudrait sacrifier une partie des quartiers de notre ville pour promouvoir le service public dans d'autres régions de Suisse. Voilà une bien curieuse conception de la défense de l'intérêt général! Monsieur le président, vous transmettez à M. Chevalier que les socialistes veulent défendre les offices de poste dans les quartiers, parce qu'ils croient que la qualité de vie des habitants passe aussi par là – surtout en ce qui concerne les quartiers populaires.

J'en viens maintenant à la question de la licence bancaire qu'il faudrait évidemment accorder à PostFinance, comme le disait tout à l'heure M^{me} Chappuis au

Résolution: offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean

nom du Parti démocrate-chrétien. Certes, mais je tiens à rappeler à M^{me} Chappuis que, au niveau fédéral, le Parti démocrate-chrétien – avec les libéraux-radicaux et l'Union démocratique du centre – a décidé de refuser cette licence bancaire à la Poste. Cela montre clairement que certains groupes, dans cette enceinte, tiennent un double discours par opportunisme – et je le déplore.

M. Jacques Hämmerli (UDC). Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, je serai très bref. Depuis l'automne dernier, tout le monde dans cette salle sait ce que je pense de la Poste. Je constate que les positions des uns et des autres n'ont pas changé. L'Union démocratique du centre votera la résolution R-120 et elle approuve la première intervention radicale de tout à l'heure. Nous sommes également partisans de débattre de cet objet à la commission des finances, au lieu de faire perdre du temps au plénum et à ceux qui nous écoutent ce soir.

Le président. Merci, Monsieur le conseiller municipal. Je crois effectivement que tout a été dit et redit.

M. Olivier Fiumelli (R). J'aimerais juste rappeler que nous menons en ce moment un débat de caractère fédéral. La Poste a décidé non pas de supprimer 500 offices postaux, mais d'examiner plus attentivement les comptes de 400 d'entre eux. Nous sommes d'ailleurs quelque peu étonnés qu'elle nous annonce une telle mesure, car nous aimerions qu'elle étudie attentivement les comptes de tous les offices postaux! Il ne s'agit pas de les fermer, mais bien de discuter de ce sujet.

Nous nous réjouissons d'entendre la position adoptée par le Conseil administratif et de connaître exactement sa marge de manœuvre. C'est pour cette raison que nous réclamons le renvoi de la résolution R-120 à la commission des finances, où nous pourrions mener un débat un peu plus serein qu'ici.

M. Manuel Tornare, maire. Merci au Conseil municipal de faire une piqûre de rappel à destination du Conseil administratif au sujet de la Poste... Je rappelle quand même, comme la presse le dit depuis dix ans, que l'exécutif de la Ville de Genève – et tout particulièrement votre serviteur – est le plus déterminé de Suisse en faveur du maintien des postes dans les quartiers.

Tout le monde le reconnaît, cela a d'ailleurs été répété l'autre jour à l'émission *Mise au point*. Un talentueux journaliste de la Télévision suisse romande inter-

viewait le nouveau président du conseil d'administration de la Poste – un libéral-radical, je crois. Je ne connaissais pas ce monsieur, que je n'avais jamais entendu, mais j'ai été très surpris par ses propos. C'était surréaliste! On avait l'impression qu'il aurait fallu le surtitrage du Grand Théâtre pour les comprendre! Il a fait comme beaucoup de personnages de cet acabit animés par ces convictions-là – ce que je respecte, il a le droit de les avoir! En effet, depuis le début de la crise, au mois de juillet 2008, on voit de plus en plus – et à un niveau plus élevé que celui de la Poste suisse – des dirigeants de droite comme Angela Merkel ou Nicolas Sarkozy tenir des propos favorables au service public.

La position du président du conseil d'administration de la Poste était si incompréhensible que le journaliste lui a demandé s'il était vraiment favorable à la fermeture de 400 bureaux de poste en Suisse. Il a répondu que non, qu'il comprenait les protestataires et les pétitionnaires, ainsi que les habitants des quartiers... En ce qui concerne Saint-Jean, je signale au passage que M^{me} Meng est à nouveau sur les barricades; je l'ai reçue deux fois en quinze jours et elle est toujours aussi alerte, je le dis pour rassurer ceux qui ne l'aiment pas!

Nous ne comprenons rien non plus au discours du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso – ancien étudiant de l'Université de Genève – ni à celui de M. Sidjanski, qui a pourtant été élevé dans un ultralibéralisme très violent. Peut-être ont-ils peur, maintenant qu'il y a eu beaucoup d'échecs dans la privatisation de certains secteurs économiques, et que c'est pour cette raison qu'ils reviennent à des discours beaucoup plus sensés.

Je crois que nous sommes tous, ici, pour la défense du service public. Je le répète, les pouvoirs publics ne doivent pas faire ce qu'ils ne savent pas faire. Quand Mitterrand a voulu nationaliser des yaourts, des automobiles – même si les usines Renault avaient déjà été nationalisées après la guerre pour cause de collaboration – et certaines banques, ce fut un échec. La privatisation de Thomson, qui produisait des armes et des écrans de télévision, a montré que tel n'était pas le rôle des pouvoirs publics. En revanche, s'il y a un domaine du service public à défendre, c'est bien la poste. J'en appelle aux radicaux du XIX^e siècle, James Fazy, Georges Favon et d'autres, qui le disaient déjà.

Il en va de même pour la distribution de l'eau, par exemple. Il y a un mois, nous avons reçu le comité de l'Association internationale des maires francophones, qui compte parmi ses membres Bertrand Delanoë et d'autres maires venus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud; ils nous ont dit qu'ils avaient remunicipalisé certains secteurs autrefois municipaux. L'eau, à Paris, est à nouveau municipalisée – et vous croyez que c'est uniquement grâce à la gauche? Non! La moitié de l'UMP a voté la remunicipalisation de l'eau! L'eau de Buenos Aires était distribuée par Vivendi, mais la municipalité est revenue en arrière sur ce point car, quand il y a eu la crise en Argentine, les quartiers pauvres ne pouvaient pas payer

Résolution: offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean

et on leur coupait l'eau; seuls les quartiers riches avaient de l'eau potable. Ce qui est évidemment inadmissible!

Certaines grandes missions doivent être assurées par les services publics. Heureusement, depuis la crise économique, on en revient à des discours plus sages à ce propos, que ce soit au niveau municipal, cantonal ou fédéral. Les postes jouent un rôle de cohésion sociale et de maillage social dans les quartiers. J'ai discuté avec David Haeberli, qui a écrit dans un édito de la *Tribune de Genève*, il y a quelque temps, qu'il n'était pas nécessaire de maintenir la poste de Saint-Jean et que les personnes âgées pouvaient tout de même parcourir 500 m pour se rendre à celle des Charmilles. Mais il faut savoir que les postes sont des îlots, dans les quartiers. Devoir aller à l'îlot suivant revient à traverser une frontière, pour ces personnes-là.

Telle est la raison pour laquelle nous avons maintenu la poste de Saint-Jean. Je suis assez bien placé pour en parler puisque, il y a une dizaine d'années, j'ai signé la convention avec la Poste au nom du Conseil administratif. Cette convention est annuelle. Chaque année, je reçois le directeur général de la Poste suisse romande, qui vient dans mon bureau pour renouveler la convention. Grâce à l'intervention du Conseil administratif, le loyer accordé à la poste de Saint-Jean, qui s'élève à 800 francs par mois, défie toute concurrence.

Nous avons dû diviser le local en deux, car tout le monde devait faire des concessions. A présent, la moitié de ce local est dévolu à l'espace Emma-Louise-Zell pour l'initiation des aînés aux nouvelles technologies, et l'autre moitié est occupée par la poste. Avant Noël, les responsables de la Poste venus dans mon bureau m'ont dit que l'office de Saint-Jean était rentable! Pourquoi le supprimer?

Depuis longtemps, on nous dit au niveau fédéral que la Poste risque de connaître des déficits. Peut-être la crise lui causera-t-elle quelques pertes, mais toujours est-il que, depuis dix ans, il n'y a jamais eu d'année déficitaire – au contraire! On nous dit qu'il y a de moins en moins de lettres et de colis à cause des courriels... Mais ce n'est pas vrai! Avec le consumérisme actuel, de plus en plus de lettres et d'envois publicitaires sont expédiés par la Poste, sans parler de la vente par correspondance. Mesdames et Messieurs, regardez dans vos boîtes aux lettres: il y a tout autant de courrier – paperasses et colis – aujourd'hui qu'il y a dix ans, si ce n'est plus! A tel point que certaines personnes refusent la publicité. Ces courriers ne transitent pas seulement par des distributeurs privés, mais également par la Poste. Il faudra donc me prouver que les activités de cette dernière ont véritablement diminué. En attendant, je m'inscris en faux contre cette assertion.

Les responsables de la Poste qui ont le courage de tenir des discours véridiques reconnaissent ce que je viens de dire. Le nouveau président du conseil d'administration de la Poste suisse que j'ai entendu l'autre jour à l'émission *Mise*

Résolution: offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean

au point ne s'est probablement pas encore mis au point par rapport à sa nouvelle fonction, et peut-être a-t-il été un peu maladroit. Mais je lui conseille quand même d'être un peu plus sérieux quand il va devant les médias pour essayer de défendre son service public! (*Applaudissements.*)

Mise aux voix, la prise en considération de la résolution est acceptée par 51 oui contre 17 non.

Le président. Le renvoi de la résolution R-120 à la commission des finances a été demandé. Ceux qui y sont favorables votent oui, ceux qui sont pour l'acceptation de la résolution et son renvoi au Conseil administratif votent non.

Mis aux voix, le renvoi de la résolution à la commission des finances est refusé par 37 non contre 23 oui (9 abstentions).

Le président. Cette résolution est donc acceptée.

Elle est ainsi conçue:

RÉSOLUTION

Le Conseil municipal refuse d'entériner cette politique visant à la fermeture de trois offices postaux en ville et invite le Conseil administratif à entamer au plus vite des négociations avec la direction générale de la Poste suisse en concertation avec les usagers des quartiers concernés, afin de maintenir l'activité de ces trois offices postaux.

6. Rapport de la commission des arts et de la culture chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 25 février 2009 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 100 000 francs, porté à 200 000 francs, à titre de subvention de la Ville de Genève pour soutenir les manifestations du 500^e anniversaire de la naissance de Jean Calvin organisées par l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève (PR-685 A)¹.

Rapport de M^{me} Salika Wenger.

La commission s'est réunie les 19 et 26 mars 2009 et le 2 avril 2009, sous la présidence de M^{me} Anne Carron-Cescato. Les notes de séances ont été prises par M^{me} Marianne Cherbuliez.

Audition de M. Roland Benz, président du comité de l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève, et de M. François Rochaix, metteur en scène

M. Benz indique que l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève a été créée par l'Eglise protestante, mais qu'elle a voulu être une association indépendante, de sorte que le projet ait un caractère franchement culturel, son but n'étant pas d'être un bras de l'Eglise mais d'offrir à la population des événements lui permettant de redécouvrir la personne de Calvin, sous divers angles. Ce personnage a une place importante et ambivalente dans la mémoire et le cœur des Genevois et il a été passablement caricaturé.

Les membres de cette association se sont rendu compte que l'événement allait largement dépasser Genève, que des festivités auraient lieu au-delà de la Suisse et que, dès lors, Genève se devait de faire quelque chose, 2009 étant l'année du 450^e anniversaire du collège Calvin et de l'Université et le 500^e anniversaire de la naissance de Jean Calvin, soit des jubilés superposés.

A titre d'exemple, un numéro spécial de *L'Hebdo* sur Calvin a été publié, ce qui montre que c'est un personnage qui a eu un impact considérable sur notre société. C'est dans cette optique que l'association a décidé de faire différentes choses pour cet événement.

En août 2007, les différents organismes qui souhaitaient s'occuper de ces festivités se sont adressés au Conseil administratif et au Conseil d'Etat par une requête commune. Le Conseil administratif, alors que M. Mugny était maire,

¹ Proposition, 5029.

leur a donné une réponse défavorable. Ils ont toutefois persévéré pour voir si la Ville n'avait pas, tout de même, un intérêt pour cet anniversaire. Au printemps 2008, ils ont rencontré M. Maudet et exposé les projets tournés vers la population. Notamment un spectacle, qui se tiendra devant le Mur des réformateurs, avec des gradins comportant 1500 places et un Village huguenot, avec de la nourriture, des boissons, etc. L'association travaille avec les Etablissements publics pour l'intégration, qui sont impliqués à fond dans ce Village huguenot. Leur idée étant de faire quelque chose qui soit festif et populaire.

M. Rochaix est présenté comme le metteur en scène du spectacle. M. Benz indique qu'il y aura aussi un spectacle itinérant, dans la Vieille-Ville, avec six comédiens. Pour ce faire, il fallait savoir si l'association aurait les autorisations d'occuper les lieux publics concernés, d'où la démarche auprès de M. Maudet, qui a alors répondu que la Ville ne pourra probablement pas l'aider financièrement. Il a toutefois demandé, en octobre 2008, que l'association ait une garantie de déficit. Enfin, en janvier 2009, en plus de redemander cette garantie de déficit, M. Benz a sollicité une aide de 200 000 francs auprès de la Ville, au vu de l'ampleur des événements que l'association prévoyait d'organiser.

M. Rochaix indique que le théâtre est le lieu idéal pour montrer toutes les contradictions qui entourent Calvin, les stéréotypes et la brisure de ces stéréotypes. C'est dans ce sens-là, aussi, que le spectacle a été abordé par M. Michel Beretti, l'auteur de la pièce présentée.

Le but de ce spectacle est de toucher un large public, raison pour laquelle ils ont choisi de jouer au parc des Bastions, sur un plateau qui aura 32 m d'ouverture et 6 m de profondeur, devant des gradins de 1500 places. Le décor suggère, de façon assez abstraite, la cité de Genève qui, à la fin, s'ouvrira pour permettre une dernière confrontation entre l'acteur qui joue Calvin et la statue de Calvin, qui parlera. Le spectacle se terminera avec une partie chorale et le dialogue entre la statue de Calvin et le personnage vivant de Calvin. Les costumes seront des reproductions de ceux du XVI^e siècle, et le chœur, composé de douze chanteurs et trois trombonistes, sera en costumes contemporains, ce qui constituera un trait d'union entre aujourd'hui et le XVI^e siècle.

Les psaumes seront en polyphonie, non en harmonies verticales, au début. Il a fallu, pour ce faire, de très bons chanteurs, pour l'essentiel des élèves en terminale de master à la Haute Ecole de musique. Ils chanteront ces psaumes jusqu'au moment où Calvin proposera de chanter à l'unisson. Dans le contrepoint, les mélodies se superposent et les textes sont peu compréhensibles, d'où les chants à l'unisson qui permettront au public de comprendre.

M. Guy Bovet a écrit et adapté les psaumes et composé les musiques de scène, toutes écrites pour trois trombones. Côté cour et jardin seront projetés les surtitres du spectacle, en allemand et anglais.

En jouant l'été, en plein air, survient l'incertitude de la météo, raison pour laquelle ils ont assuré de pouvoir jouer par tous les temps, en prévoyant les représentations au Théâtre du Léman, en cas de pluie. Ce lieu possède également une scène de 30 m d'ouverture et la profondeur voulue. Une toile de fond représentera le Mur des réformateurs. Il y a 1300 places au Théâtre du Léman et 1500 places au parc des Bastions.

M. Bovet se promet de créer un spectacle plein d'énergie, d'humour et de moments spectaculaires, entraînant le spectateur dans une Genève en ébullition, durant une heure et quarante-cinq minutes, sans entracte.

M. Benz voulait d'abord jouer le spectacle dans la cour du collège Calvin, mais cela s'est avéré impossible en raison des travaux qui y ont lieu et du fait qu'elle serait aussi occupée par le 450^e anniversaire du collège. L'idée était de trouver un lieu permettant d'accueillir un grand public, sachant que les frais sont quasiment identiques, qu'il y ait 300 places ou 1500 places.

En 2002, pour le 400^e anniversaire de l'Escalade, des gradins de 2500 places ont été montés.

La Compagnie de 1602 participera à l'événement, avec environ 60 personnes comme figurants.

Dans le Village huguenot se tiendra une agora, un espace de discussion sur Genève et ses diverses facettes. Des débats seront organisés en fin de journée, avant le spectacle.

Un commissaire ne souhaite pas à l'association que cette pièce soit de nouveau l'occasion d'affrontements dans la cité, comme ce fut le cas en 1964, lors du 150^e anniversaire de l'entrée de Genève dans la Confédération, à propos du *Banquier sans visage*, qui fut l'événement fondateur d'un parti politique, Vigilance, lequel perdue à travers l'Union démocratique du centre aujourd'hui, à Genève. La pièce, très bonne selon lui, relatait la vie de Jacques Necker. Il constate que l'association vient à la fin du mois de mars 2009 pour cette demande, ce qui lui semble quelque peu tardif. Il demande s'il y a eu des gaspillages d'intelligences dans les volontés de commémorer la naissance de Calvin et si ces retards découlent des attitudes de certains qui auraient cherché à détenir le monopole de l'organisation des festivités. Il estime, et il l'a dit en séance du Conseil municipal récemment, que les discussions financières autour de Calvin sont indignes de cette personne. Il souhaite savoir si le Grand Conseil a voté un crédit et, si oui, pour quelle somme. Il pense que, étant à Genève, certains privés vont probablement aussi se sentir moralement tenus de soutenir ce jubilé.

M. Benz rappelle que Genève est une République laïque et qu'il y tient. Il ajoute que cette laïcité entraîne parfois certaines craintes. Les premières réactions ont été de dire que Calvin est un personnage d'Eglise, qu'il sera difficile de

commémorer. Il y a ainsi eu des réactions de prudence, voire de réticence, pour ne pas réveiller certaines tensions. Il s'est ainsi écoulé beaucoup de temps jusqu'à ce que les gens prennent conscience de l'importance de l'événement. L'association a dû rencontrer les gens, à plusieurs reprises, pour les convaincre qu'il y avait là quelque chose d'intéressant.

Il rappelle que M. Tornare a organisé, à la fin du mois de janvier dernier, au Palais Eynard, un débat sur Calvin comme précurseur du service public, auquel M. Hiler et M^{me} Brunschwig Graf ont également participé. Il a été heureux d'apprendre que M. Tornare avait, en outre, reçu 200 ou 300 maires d'autres villes pour leur parler de Calvin.

M. Benz explique que, lorsqu'il a rencontré le Conseil d'Etat, il a entendu M. Unger se féliciter que, en 2008, il y avait eu 3 millions de nuitées d'hôtels à Genève, ce qui constituait un record absolu, et se réjouir du 500^e anniversaire de la naissance de Calvin. Il croit donc, pour sa part, que la conscience de l'événement est maintenant passée.

Cette lenteur provient donc du fait qu'ils devaient savoir où ils mettaient les pieds.

L'option de l'association était de ne pas forcément prendre des gens d'Eglise pour organiser des événements qui s'ouvrent à tous. Ainsi, les choses se sont peu à peu construites.

En ce qui concerne l'Etat, l'association avait déposé des dossiers au printemps 2008. M. Benz précise qu'il avait été conseillé à l'association de ne pas présenter de budget supérieur à 150 000 francs et il lui avait été dit qu'elle pourrait peut-être passer par le Grand Conseil pour obtenir un peu plus de fonds, ce qu'elle a fait. Ainsi, sur quatre projets, deux ont été retenus: le spectacle aux parc des Bastions, pour lequel le Grand Conseil a voté un crédit de 150 000 francs, et un festival de musiques, de psaumes du XVI^e au XX^e siècle, pour lequel il a accordé un crédit de 20 000 francs, par un vote du 19 décembre 2008. Il note que le projet du théâtre de rue, tout comme d'autres projets, n'a pas été retenu. L'association a alors demandé au Conseil d'Etat que l'Etat la soutienne davantage.

Il relève que, au départ, leur budget était de quelque 1 à 1,2 million de francs, mais qu'il a ensuite été augmenté.

Il précise qu'il y a une collaboration avec les organisateurs de la Fête de la musique. Les gradins seront utilisés pour la fête des promotions scolaires, le 24 juin 2009, et la Fête de la musique, du 18 au 20 juin 2009.

A dix reprises, il a rencontré M. Francis Villard, qui s'occupe du domaine public, pour établir de façon extrêmement précise ce qu'impliquera l'occupation de ces lieux.

Il y a deux mois, il avoue que l'association était encore prête à renoncer à tout, les sponsors étant notamment moins présents en raison de la crise.

Un démocrate-chrétien a été séduit par la présentation de la pièce et par le fait que, finalement, ce spectacle est sujet à questionnement sur la personnalité de Calvin. Pour le démocrate-chrétien et catholique tièdement pratiquant qu'il est, il a une image de Calvin comme étant un austère personnage. Là, il comprend que ces manifestations risquent de susciter la discussion, la réflexion et, qui sait, peut-être même un peu de polémique. Son parti a été intéressé par la démarche et par la demande du magistrat, qu'il lui semblait évident de devoir soutenir. Il rappelle qu'en séance plénière M^{me} Carron-Cescato avait proposé un amendement pour accorder une somme supérieure à celle demandée aujourd'hui.

Dans la proposition qui fait l'objet de l'audition de ce jour, le magistrat a relevé qu'il restait tout de même 604 073 francs à trouver, pour assurer l'entier du projet.

Il demande donc si des banquiers ont été d'accord de délier leur bourse pour cet événement.

M. Benz précise qu'il a frappé à beaucoup de portes et que les banques, qui vont financièrement participer au projet, sont au nombre de quatre, en tout cas. L'association a tout de même été un peu déçue, car elle s'attendait à plus de générosité de leur part. Lorsqu'il avait dit à M. Unger qu'il était prêt à renoncer à ce projet faute de financements suffisants et ne voulant pas engager l'église trop loin, car elle n'en avait pas non plus les moyens, ce dernier lui a répondu que l'événement se ferait et qu'il ne fallait pas renoncer. M. Beer lui a, par ailleurs, dit que le Conseil d'Etat était unanimement favorable à soutenir ce projet.

Il espère que la Ville mettra plus que 100 000 francs, car il s'agit d'un événement qui va attirer nombre de personnes à Genève. M. Hiler a relevé que les gens ne se rendent pas compte de ce qu'ils doivent à Calvin, sur le plan du renom de Genève et de l'attraction de cette ville, pour les organisations internationales et même des grosses entreprises. C'est un phénomène un peu curieux, qui l'étonne d'ailleurs un peu.

M. Rochaix indique que la perception de Calvin est différente à Genève qu'à l'étranger.

Ailleurs, les gens sont moins pris par la petite histoire de la ville et ils y voient l'une des personnalités déterminantes du XVI^e siècle.

Une représentante d'A gauche toute! demande pourquoi l'association a fait le choix du Mur des réformateurs pour jouer le spectacle, soit le lieu qui présente l'un des stéréotypes les plus pesants dans la perception de Calvin et de la Réforme pour les Genevois et les personnes qui viennent visiter notre ville.

M. Rochaix répond que c'est justement pour briser ce stéréotype. Calvin est stéréotypé, par la statue, laquelle ne sera toutefois pas visible durant les quatre cinquièmes du spectacle, puis l'arrière de la scène sera écarté et il y aura une confrontation, précisément avec ce que dit la commissaire.

Il lui semble important de construire une démarche sur des choses existantes, que tout le monde peut partager, tel ce stéréotype, qui est un référent évident.

La même commissaire s'étonne que, dans cet événement, on ait fait la part belle aux hommes alors que les femmes, pourtant très importantes lors de la Réforme, y sont peu présentes. Elle n'a pas vu, dans les programmes reçus, qu'il y ait de propositions particulières autour de cette problématique importante.

M. Rochaix explique que, lorsqu'il a vu le texte de la pièce, il a dit à l'auteur qu'il ne fallait pas en rester aux archives, desquelles les femmes sont totalement absentes, et qu'il fallait ainsi développer la fiction. Il relève qu'il y a quatre comédiennes, qui jouent une quinzaine de personnages féminins. Il a invité l'auteur à inventer une partie des personnages féminins, faute d'informations dans les archives.

La commissaire d'A gauche toute! remarque que chacun trouve ce qui l'intéresse ou lui fait peur chez Calvin. Ce qui l'a intéressée, elle, c'est l'aspect législateur du personnage, raison pour laquelle les gens l'ont d'ailleurs fait venir à Genève. Elle n'a pas trouvé de proposition de développement de cet aspect, important et méconnu, de Calvin dans le programme proposé.

M. Rochaix répond qu'il y aura des scènes, sur ce sujet, par exemple la scène dans laquelle Calvin conteste les prêts à tarifs usuriers. Il s'est aussi plaint des salaires, des inégalités, etc., nombre de thèmes qui seront traités dans la pièce.

M. Benz rappelle qu'il y a une multitude de conférences, organisées en divers lieux, qui traitent de ces sujets. Il ajoute que Calvin n'a pas cessé de dire aux riches de partager leur argent. Il indique que l'avant-dernière scène de la pièce traite de toute cette mise en question de l'abus de la richesse alors que des gens meurent de faim.

Calvin ne tolérait pas l'injustice et de laisser les pauvres sans rien, alors que les riches étaient dans le luxe.

Une commissaire relève que, lorsque cette présentation a été faite au Conseil municipal, il a été décidé de ne pas renvoyer la proposition à la commission des finances, mais à commission des arts et de la culture pour justement aussi avoir ce type de discussions. Elle a entendu néanmoins que leur budget grandissait, au fur et à mesure, et leur demande aussi, alors comment se fait-il que l'association propose de grandes choses sans avoir une vision plus pointue des subventions

ou des budgets pour les couvrir? Elle souhaite savoir si, selon le budget présenté aujourd'hui par l'association, les subventions demandées à l'Etat ou à la Loterie romande sont en plus des sommes déjà attribuées.

Cela lui est confirmé.

Elle souhaite ensuite savoir si l'Etat a déjà répondu à leur demande d'aide supplémentaire.

M. Benz indique que l'Etat n'a pas encore répondu officiellement, mais qu'il semble que les choses vont dans le bon sens. La Loterie romande semble aussi être favorable, mais il n'y a rien d'officiel, là non plus.

Et si ces entrées n'étaient pas aussi importantes que prévues, comment le déficit serait-il couvert?

M. Benz remarque que MM. Unger et Beer ont dit qu'ils étaient favorables et il les croit lorsqu'ils disent que le Conseil d'Etat est unanime pour soutenir ce projet. Il a déposé un dossier à la Loterie romande. Quelques communes doivent également encore répondre. Les commissaires peuvent effectivement se demander s'il n'est pas imprudent de se lancer dans un grand projet, sans avoir le subventionnement assuré. Il rappelle que le budget de la Fête des vigneron·nes était de 25 millions de francs et que son coût final a été de 51 millions. Celui du spectacle de l'Escalade se montait à 1,9 million. Il admet qu'ils ont sous-estimé certains postes, les gradins notamment et le nombre de comédiens, et qu'ils n'ont effectivement pas tout prévu. Quant à savoir si cela relève de l'imprudence ou de la confiance, la question reste ouverte. Il note encore que, lorsque le projet a démarré, il n'y avait pas encore la crise, qui a eu pour conséquence que certains ne sont aujourd'hui plus favorables à le financer.

M. Rochaix ajoute que le fait de faire le spectacle aux Bastions implique que la moitié du budget est consacrée à la construction du théâtre en plein air et l'autre moitié au spectacle.

La Ville de Genève n'apparaît que comme le subventionneur de 100 000 francs, alors qu'elle couvre également des frais induits. Est-ce l'association qui louera les gradins et les mettra ensuite à disposition?

M. Benz indique qu'ils sont loués à l'entreprise Nüssli, généralement sollicitée par la Ville de Genève lors de la Fête de la musique. C'est quasiment la seule entreprise sérieuse capable de fournir des gradins pour 1500 places. L'association loue les gradins et est disposée à les prêter lors de la Fête de la musique et des promotions scolaires, mais aucun chiffre n'a été articulé.

Lors de la fête du 1^{er} Août, une troupe française devrait venir, la scène et les gradins pourront-ils être utilisés à ce moment-là?

L'association a répondu favorablement tout en précisant qu'une semaine de location supplémentaire coûterait 20 000 à 30 000 francs de plus.

Une commissaire des Verts constate que, sur le budget présenté, l'association a provisionné la somme de 182 500 francs pour les gradins et tribunes. Au début de l'exposé, il a été dit que, en cas de mauvais temps, le spectacle aurait lieu au Théâtre du Léman, mais elle ne voit pas ce poste au budget pour la location de ladite salle.

M. Benz répond que le Théâtre du Léman propose un prix intéressant; la location est, normalement, de 7000 francs, mais l'association ne pouvait pas donner plus de 2000 francs. Le budget est finalement de 12 000 à 15 000 francs. De plus, le personnel du Théâtre du Léman, qui est en principe mis en vacances durant deux ou trois mois l'été, sera aussi employé aux Bastions et s'en trouve ravi. Ces personnes travailleront, que ce soit aux Bastions ou au Théâtre du Léman. L'association a pour règle d'employer le plus possible des gens de Genève et elle s'y est tenue, à quelques exceptions près.

A quoi correspond la provision de 50 000 francs?

M. Benz répond que, dans un budget de ce genre, il est courant d'avoir une provision, laquelle est ici assez faible par rapport au budget total. C'est Isabelle Collex, directrice de production, qui a fait ce travail. Le budget est maintenant sûr et ils ne le dépasseront pas.

M. Rochaix indique que, par exemple, au Théâtre de Carouge, il y a 10% de sécurité dans le budget de tous les spectacles. Ce qui permet de ne pas devoir toujours dire non à tout lorsqu'ils sont proches du but, surtout si une idée formidable surgit.

Par rapport aux subventions demandées, l'association n'a pas perçu de signaux négatifs de la part de l'Etat de Genève et de la Loterie romande. Mais quand recevra-t-elle des réponses concrètes?

M. Benz répond que la Loterie romande se réunit le 2 avril et qu'elle devrait ensuite leur fournir une réponse. Quant à l'Etat de Genève, il devrait se prononcer prochainement.

Une conseillère constate que deux tiers du budget sont consacrés au spectacle et un tiers aux autres manifestations. Sur quels postes les charges ont-elles augmenté?

Voyant qu'à certains événements ne sont pas attribués de budgets, elle demande si l'association y a renoncé et, si tel est le cas, pour quelle raison.

M. Benz indique, à titre d'exemple, que le grand rallye se fait en collaboration avec plusieurs Eglises. Les manifestations qui ne sont pas budgétisées sont annulées ou prises en charge par d'autres institutions.

Le concours de maturité, proposition lancée et budgétisée par l'association, n'avait, jusqu'à récemment, suscité aucun intérêt de la part des collégiens, puisqu'il n'y avait aucun inscrit. Il a toutefois appris, il y a quelques jours, qu'un élève aurait fait un travail, mais il n'y a pas de réponse officielle, donc les choses sont encore un peu floues.

C'est principalement le spectacle qui génère des charges supplémentaires. Pour toutes ces manifestations, qui sont uniques, il y a toujours une part d'hypothétique, car il est difficile de savoir si les gens vont beaucoup participer ou pas. Il note encore que l'équipe chargée du spectacle itinérant en Vieille-Ville est extrêmement motivée.

Un commissaire demande si le spectacle fera l'objet d'une captation et d'une commercialisation.

M. Benz répond que la captation sera réalisée par l'association elle-même, car la Télévision suisse romande ne voulait pas la faire. Un DVD sera commercialisé.

Quelle sera la durée des répétitions?

M. Rochaix répond qu'elles commenceront le 11 mai et qu'il y aura 23 représentations. Il y aura donc sept semaines de répétitions, comme au Théâtre de Carouge.

Audition de M^{me} Joëlle Comé, directrice du Service cantonal de la culture (Département de l'instruction publique)

M^{me} Comé indique que, au niveau des aides de l'Etat, un montant de 500 000 francs a été mis sur le budget du Service cantonal de la culture pour 2009. Depuis cette attribution, l'Eglise protestante est revenue à la charge, disant que ce n'était pas suffisant. Cette demande complémentaire n'a pas encore été traitée.

Elle précise que la somme de 500 000 francs correspond au montant total mis au budget 2009 pour le jubilé de Calvin. Un jury a examiné tous les projets parvenus à l'Etat et a attribué divers montants à divers projets, dont certains présentés par l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève. Il y a, en tout:

- 150 000 francs pour la pièce de théâtre devant le Mur des réformateurs;
- 20 000 francs pour le projet de festival de musique au temple de Saint-Gervais;
- 150 000 francs au Musée international de la Réforme pour un projet d'exposition;
- 80 000 francs pour un spectacle au Théâtre Saint-Gervais;
- 50 000 francs pour l'édition d'un ouvrage;

- 21 000 francs pour l'Orchestre de chambre de Genève pour un concert au temple de la Madeleine;
- 20 000 francs pour une publication pour les jeunes;
- 9 000 francs pour un débat public.

Un démocrate-chrétien, après avoir auditionné les organisateurs, constate qu'il manque de l'argent et que l'association en est à des ajustements. Il semblerait que la Loterie romande et le Conseil d'Etat aient fait des promesses et il note que la Ville est aussi là pour étudier cette question. Il faut donc, selon lui, ajuster le tir pour que, par une collaboration des uns et des autres, le solde nécessaire soit donné à l'association. Il lui demande si M. Beer est en relation avec M. Mugny pour décider qui va mettre quoi.

M^{me} Comé explique que, pour Calvin, les choses ne se sont pas discutées ainsi. Les porteurs de projets n'ont d'abord pas fait de budget assez détaillé et l'Etat avait donné en fonction de la demande. Le Conseil d'Etat a dit qu'il était prêt à entrer en matière sur un éventuel complément, mais il a conseillé à l'association de présenter une nouvelle demande chiffrée auprès de la Loterie romande. Enfin, elle précise que, selon ce que la Ville décide de mettre, l'Etat entrera en matière.

Par rapport à la gestion des subventions en nature, il semble qu'il y ait encore une imprécision dans les comptes. De plus, des apports privés sont encore en suspens.

Une commissaire demande à quelle date l'Etat a été saisi de ce projet Calvin, sachant que la motion M-1826 a été renvoyée par le Grand Conseil au Conseil d'Etat le 23 mai 2008 et que le rapport de ce dernier date du 27 novembre 2008.

M^{me} Comé répond qu'ils ont commencé à en parler durant l'été 2008.

Une libérale note que les commissaires sont saisis maintenant d'une requête de participation au financement des manifestations. Elle demande si le dépassement ne porte que sur le spectacle ou aussi sur d'autres projets.

M^{me} Comé dit qu'il y avait plusieurs autres projets, en dehors du spectacle et indépendamment de l'association. Celle-ci est la seule entité à avoir fait une démarche proactive. Il n'y a pas eu de véritable appel de projets. Par rapport aux divers projets arrivés à l'Etat, ils ont répondu favorablement à certains, selon les différents critères culturels habituels.

D'après ce qu'elle a compris, le manco du Jubilé porte essentiellement sur le grand spectacle.

D'autres institutions, qui ne sont pas liées à cette association, ont-elles approché l'Etat pour ce jubilé?

M^{me} Comé répond par l'affirmative et signale qu'elles ont justement demandé de l'argent pour les projets qu'elle avait cités auparavant. Elle précise que certaines demandes ont également été rejetées.

Quel montant a-t-il été demandé à l'Etat par l'association?

M^{me} Comé annonce le chiffre de 600 000 francs.

Discussions de la commission

Un commissaire de l'Union démocratique du centre souhaiterait un chiffrage des prestations que la Ville va fournir en nature.

Une commissaire des Verts voit que, dans le budget, il y a une somme de 44 000 francs aux Services industriels de Genève.

Un commissaire relève qu'il faudra également remettre le parc en état, après la manifestation, ce qui a un coût.

Une commissaire socialiste pense qu'il faut demander à M. Maudet tous les coûts induits, la Voirie, la mise à disposition de matériel, etc., et au Service des espaces verts et de l'environnement les coûts de la remise en état de la pelouse.

Un commissaire démocrate-chrétien pense que ces informations sont intéressantes, mais qu'il y a maintenant une décision à prendre pour permettre à ces gens de boucler leur budget. La Ville est observée par l'Etat. Visiblement, chacun attend un peu que l'autre prenne une décision. Il pense qu'il faut faire avancer ce dossier, donner un signe.

Un commissaire démocrate-chrétien rappelle l'amendement proposé par M^{me} Carron-Cescato en séance plénière. Il lui semble important de faire un geste fort et le Parti démocrate-chrétien avait proposé une somme de 150 000 francs. Par rapport à la qualité du projet et au fait que la demande avait été faite de longue date, il pense que les membres de la commission des arts et de la culture doivent encourager ce projet et accepter cet amendement.

Une représentante des Verts n'a pas compris si les courriers mentionnent des coûts induits et si l'association a la garantie que ces coûts ne seront pas facturés. Si tel est le cas, elle relève qu'il s'agit d'une somme de 147 500 francs, sans compter la remise en état des pelouses. Ainsi, entre les 100 000 francs demandés par la proposition et la somme susmentionnée, la Ville donnerait déjà près de 250 000 francs.

Une commissaire socialiste se pose une question concernant la location des gradins, qui vont être utilisés pour la Fête de la musique et les promotions, ce qui

constituerait, pour la Ville, une manière de rembourser à l'association une partie des frais de la location. Il lui est répondu que la location est prévue, mais pas chiffrée.

Elle annonce que les socialistes n'accepteront probablement pas l'amendement.

Une commissaire d'A gauche toute! indique que son groupe acceptera l'amendement démocrate-chrétien en raison de l'importance de la manifestation.

Une commissaire libérale indique que les libéraux estiment que la Ville doit manifester la reconnaissance qu'elle doit à ce personnage. Elle se dit satisfaite qu'une association ait pris l'initiative de réaliser un projet, pas trop élitiste, de qualité et ouvert à tous. Elle trouverait dommage que la Ville ne fasse rien. Les libéraux seraient prêts à remettre les 200 000 francs demandés initialement par l'association, qui ont été refusés et réduits à 100 000 francs. Elle relève que le Parti démocrate-chrétien, dans son art de concilier la gauche et la droite, a émis un chiffre au milieu. Elle conclut que les libéraux seraient prêts à voter les 200 000 francs.

Les Verts sont un peu empruntés et se trouvent avec deux propositions, une demandant une augmentation de 50 000 francs, l'autre un ajout de 100 000 francs. Elle précise que ce qui est demandé, soit 100 000 francs, est acquis et constate qu'avec les gratuités le montant est au minimum de 265 000 francs. Les Verts souhaitent avoir le temps de se déterminer sur le reste. Ils s'en tiennent ainsi à ce qui est demandé pour l'instant.

Un commissaire de l'Union démocratique du centre indique que Calvin a joué un rôle dans nombre de domaines et qu'il n'aime pas ces discussions et ce marchandage à son sujet. Au départ, les initiants ont demandé 200 000 francs, mais le Conseil administratif a proposé 100 000 francs, ce qu'il considère comme étant un peu mesquin, bien qu'il ne mésestime pas les efforts financiers de la Ville au niveau des gratuités. Il ne veut pas comparer la fête de Calvin à autre chose, style la fête de l'Escalade. Pour lui, il y a trois personnages principaux à Genève: Calvin pour l'esprit, Fazy pour les institutions et Dufour pour l'urbanisme.

Il conclut que l'Union démocratique du centre est d'avis qu'il faut octroyer les 200 000 francs initialement demandés par l'association.

Un démocrate-chrétien rappelle les auditions précédentes; il a clairement été dit que le Conseil d'Etat s'était engagé à mettre la différence, comme la Loterie romande. Il se dit prêt à voter pour donner un signe. Il constate que les partenaires financiers s'observent. Le Parti démocrate-chrétien ne veut pas handicaper l'action du magistrat, mais il veut donner un signe, d'où ce choix d'amendement de plus 50 000 francs.

Il pourrait aussi proposer, comme les libéraux, la somme de 200 000 francs, tout comme il pourrait proposer encore plus, puisqu'il manque 600 000 francs. Il revient à sa proposition de base, sensée, raisonnable et symbolique, car le but n'est pas d'intervenir dans la stratégie du magistrat.

Un commissaire radical signale que son parti rejoint les propos de l'Union démocratique du centre, surtout étant donné la qualité du personnage et du spectacle présenté lors de la précédente audition, lequel ne peut pas être élitiste s'il se veut accessible à tout public. Le geste de 200 000 francs demandé à la base est raisonnable, même s'il y a encore les divers coûts induits qui s'ajoutent à cette somme. Il relève que les commissaires ne calculent pas, à chaque fois, les coûts induits. Enfin, il note que 400 000 francs sur une manifestation de près de 3 millions, soit un peu plus de 10% du budget, est un montant raisonnable à mettre pour la Ville de Genève. Il soutient donc la proposition initiale.

Une commissaire d'A gauche toute! indique qu'elle soutient l'amendement du Parti démocrate-chrétien et estime que 50 000 francs supplémentaires est un geste largement suffisant. Son groupe votera, ainsi, une subvention de 150 000 francs.

Elle remarque que la participation des banquiers a été fort modeste au regard de ce qu'ils doivent à Calvin.

Votes

La proposition du groupe libéral consistant à amender la proposition PR-685 pour augmenter la subvention de 100 000 francs, soit la faire passer à 200 000 francs, est refusée par 8 non (2 AGT, 1 S, 3 Ve, 2 DC) contre 5 oui (1 R, 2 L, 2 UDC).

La proposition du groupe démocrate-chrétien consistant à amender la proposition PR-685 pour augmenter la subvention de 50 000 francs, soit la faire passer à 150 000 francs, est acceptée par 9 oui (2 AGT, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) et 4 abstentions (1 S, 3 Ve).

La proposition PR-685 ainsi amendée est acceptée par 9 oui (2 AGT, 2 DC, 1 R, 2 L, 2 UDC) et 4 abstentions (1 S, 3 Ve).

PROJET D'ARRÊTÉ AMENDÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre d), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 150 000 francs, à titre de subvention de la Ville de Genève pour soutenir les manifestations du 500^e anniversaire de la naissance de Jean Calvin organisées par l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève.

Art. 2. – La dépense prévue à l'article premier sera financée par une économie équivalente dans le budget de fonctionnement 2009 de la Ville de Genève ou par un revenu supplémentaire équivalent.

Art. 3. – La charge mentionnée à l'article premier sera imputée sur le centre de coût A800010 «Conseil administratif», exercice 2009, compte 365000.

M^{me} Anne Carron-Cescato, présidente de la commission des arts et de la culture (DC). En tant que présidente de la commission des arts et de la culture, je m'étais engagée à traiter rapidement la proposition PR-685, car le dossier était urgent. Je remercie les commissaires de leur coopération et la rapporteuse de sa diligence. Le travail en commission s'est déroulé de manière sereine, avec une rapidité et une efficacité qu'il convient de relever. Les détails vous seront relatés tout à l'heure par M^{me} Wenger, rapporteuse. Pour ma part, j'aimerais souligner qu'à aucun moment il n'a été question d'entraver le projet de manifestations pour le 500^e anniversaire de Jean Calvin, même si, parfois, l'aspect budgétaire portait à questionnement. Il convient de fêter dignement Calvin, dont le rayonnement international contribue au renom de Genève, mais il convient également que la Ville ne soit pas seule à mettre la main à la poche. La question de la participation financière de l'Etat et des privés a donc été largement débattue.

Vous l'aurez compris, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, cette demande de crédit a passé la rampe sans problème en commission des arts et de la culture. L'engagement de l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève, association indépendante créée par l'Eglise protestante, offrira à la population des événements de caractère véritablement culturel, afin de redécouvrir la personnalité de Calvin sous divers angles. Et ce projet n'a pas manqué de séduire!

(La présidence est momentanément assurée par M^{me} Vera Figurek, vice-présidente.)

M^{me} Salika Wenger, rapporteuse (AGT). J'imagine que tout le monde, dans cette enceinte, a lu mon rapport PR-685 A; il est donc inutile de reprendre tout

le déroulement des travaux de la commission des arts et de la culture, qui se sont très bien passés.

Cependant, j'imagine qu'il paraîtra curieux que me revienne la charge de défendre une subvention en faveur de Calvin... Chacun, dans cette enceinte – et même au-delà – connaît mon athéisme militant et, surtout, mon attachement à une laïcité des plus orthodoxes... Cela m'est égal: aimé ou non, Calvin est une figure très importante de notre ville – en particulier de la politique de notre ville. D'une certaine manière, il paraît difficile de vivre à Genève et de s'y intégrer sans connaître le réformateur. Il a été important à plus d'un titre, rappelons-le.

Pour certains, il est difficile de faire abstraction du théologien; pour mon groupe, il représente le premier d'une longue lignée de penseurs qui donneront un statut à la bourgeoisie et légitimeront le rapport de domination du capital sur le travail. Je renvoie ceux que cela intéresse au livre de Max Weber intitulé *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Quant à ceux qui font de l'angélisme à l'égard de ce réformateur, il me suffira de leur rappeler les bûchers de Calvin... Avec en plus les épidémies de peste, Genève a passé de 15 000 à 5 000 habitants en quelques années! Voilà pour les clichés.

Maintenant, passons à des aspects plus sérieux. En juillet 1536, Jean Calvin fait étape à Genève. Il a 27 ans, il est déjà l'auteur très célèbre de l'*Institution de la religion chrétienne*. Dans notre ville, il interviendra dans tous les domaines: religieux, culturel, politique, économique... Mais il serait faux de voir en lui, comme on a tendance à le faire trop souvent, un dictateur qui s'est imposé par la force. Il n'occupera jamais aucune charge politique. Il aura pour unique fonction celle de présider la Compagnie des pasteurs, c'est tout.

Néanmoins, les magistrats de l'époque recourront à ses connaissances de manière quasiment systématique. Et les difficultés ne manquent pas, à l'époque, puisqu'il s'agit de reconstruire un Etat sur de nouvelles bases. C'est essentiellement lui qui rédigera les *Edits civils* de 1543, qui servent de constitution à notre République. Une tâche à laquelle sa formation de juriste le rend plus apte que les membres du gouvernement qui, eux, n'ont suivi aucune formation universitaire. Ainsi, tant dans le domaine religieux que dans le domaine politique, Calvin est le législateur de la Genève de l'Ancien Régime. A cet égard, je crois que nous devrions mieux le connaître.

Je fais partie des personnes qui pensent que ceux qui ignorent l'histoire sont condamnés à la répéter. Aussi, des manifestations comme celles qui sont prévues cette année sur le thème de Calvin constituent une occasion offerte à tous de sortir du prêt-à-penser. Les nombreux événements présentés à la population permettront à chacun d'appréhender le Calvin qu'il veut découvrir. Discussions, conférences, spectacles, reconstitutions... Voilà une belle opportunité offerte à tous de mieux connaître et de mieux comprendre une période de l'histoire de Genève,

fortement influencée par Calvin, qui a profondément marqué nos modes de vie et continue à le faire.

Mes pauvres compétences artistiques ne m'autorisent en aucun cas à porter un jugement sur la qualité des spectacles proposés par l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève. Et je ne pense pas que tel soit l'objectif de la proposition PR-685. Il ne m'appartient donc pas d'intervenir sur cette programmation. Cependant, nous devons reconnaître la qualité du travail et les efforts du comité de cette association, afin que cet événement ne soit pas totalement à la charge des contribuables. Je rappelle au passage que, contrairement à ce qu'a dit tout à l'heure M^{me} Carron-Cescato, l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève n'est pas seulement l'émanation de l'Eglise protestante, mais elle compte également d'autres intervenants; sinon, je ne me serais pas risquée à tenter sa défense ce soir!

Il n'est pas si courant qu'un événement de cette ampleur bénéficie d'un tel financement multiple. C'est pourquoi je crois que nous devons soutenir sa réalisation, comme le fera d'ailleurs mon groupe. Tout ce que je viens de dire justifie que quelqu'un de mon bord politique se présente devant le Conseil municipal la tête haute pour défendre cet événement. Certains pourront le trouver discutable sous tel ou tel aspect – moi la première – mais nous devons lui donner la chance d'exister, surtout pour la population genevoise qui, je l'espère, sera curieuse de sa propre histoire. Je vous invite donc, Mesdames et Messieurs, à voter la proposition PR-685 comme le fera mon groupe.

Premier débat

M. Adrien Genecand (R). Mon intervention sera brève, pour répondre à la sobriété dont Calvin était si fier. Le Conseil municipal a longuement souligné, lors des débats précédents sur ce sujet, l'importance du personnage pour la cité. Il est donc évident que nous soutiendrons la proposition PR-685. Je dépose même le projet d'amendement suivant, visant à augmenter le crédit de 50 000 francs pour le porter à 200 000 francs:

Projet d'amendement

«*Article premier.* – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 200 000 francs...»

Cet amendement est soutenu par une grande majorité des groupes du Conseil municipal.

M^{me} Florence Kraft-Babel (L). Chers collègues, je dois dire que j'ai dégusté les propos de M^{me} Wenger, sa grande culture et son ouverture d'esprit. Ce sont là

les grands moments du Conseil municipal, quand ses membres oublie un instant la politique pour réagir en véritables citoyens de Genève et s'engager simplement pour leur ville. Tout ce que M^{me} Wenger nous a dit relève de la tradition qui m'a été enseignée, mais je crois qu'elle en sait même un peu plus que moi sur le sujet, et je me plais à le relever.

Pour nous, il va de soi que Calvin est un personnage que l'on ne peut pas ignorer. Il est normal que la Ville participe au 500^e anniversaire de sa naissance. Son 400^e anniversaire, en 1909, avait été l'occasion de poser la première pierre du Mur des réformateurs dans le parc des Bastions, qui jouit aujourd'hui d'une renommée internationale.

Cette année, il s'agit davantage d'événements commémoratifs, dont le spectacle *Calvin Genève en flammes* qui mobilisera l'essentiel des fonds et des subventions provenant, pour une large part, de donateurs privés. Nous ne porterons aucun jugement sur le choix du texte de Michel Beretti, car nous pensons que, quel que soit son argument, il a en tout cas le mérite d'ouvrir le débat. En revanche, nous approuvons ouvertement le choix de François Rochaix pour la mise en scène et de Guy Bovet pour la musique. Ce dernier est l'organiste de la collégiale de Neuchâtel; grand fantaisiste devant l'Éternel, il est capable d'improviser une fugue à la Jean-Sébastien Bach sur le thème de la *Panthère rose*... Il a aussi organisé des concerts de bienfaisance au Victoria Hall avec l'orchestre dit, à l'époque, «de la Suisse allemande», qui était dirigé par Claude Ketterer. Guy Bovet a une dose d'imagination et d'humour non négligeable, c'est lui qui a consacré un terme musical jusque-là inexistant: celui de «cantatroces», lors de l'audition de certaines cantatrices... Il est célèbre non seulement en tant qu'organiste et excellent interprète dont les disques ont eu un grand succès, mais également pour ses compositions, comme les *Douze tangos ecclésiastiques*.

Bref, je crois que l'humour sera au rendez-vous, tout comme la fantaisie. Ce spectacle, de qualité sans être trop élitiste, est destiné à toute la population et doit, selon nous, être soutenu. Il serait incroyable que notre Ville, fût-ce à titre symbolique, n'octroie pas plus que 100 000 francs à cette manifestation. Je rappelle que, pour les manifestations en l'honneur de Jean-Jacques Rousseau, nous dépenserons beaucoup plus. Même pour l'Usine, nous verrons tout à l'heure que 100 000 francs ne suffiront pas.

Voilà pourquoi nous accueillons avec enthousiasme la proposition d'élever à 200 000 francs la subvention de la Ville en faveur des manifestations prévues par l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève. Telle était d'ailleurs la somme initialement demandée par cette association. Le titre de la pièce de Michel Beretti, *Calvin Genève en flammes*, paraîtra peut-être un peu provocateur; mais, même si nous sommes calvinistes, nous devons revenir sur les erreurs de Calvin – et il en a fait! – comme nous revenons sur les nôtres, car nous en faisons aussi!

Nous serions bien inspirés d'avoir, encore aujourd'hui, une personnalité de son envergure à Genève. Je me plais à rappeler que Calvin a été peut-être le premier à dire que la prospérité devait être alliée à l'éthique, et que la responsabilité sociale n'était pas qu'une question individuelle, mais également une affaire collective. Il serait bien le moment de remettre l'église de Calvin au milieu du village! Nous sommes la ville de Calvin, Mesdames et Messieurs, et nous vous invitons à soutenir l'amendement proposant d'élever à 200 000 francs la participation de la Ville à ce jubilé.

M^{me} Christiane Olivier (S). Tout d'abord, je présente mes excuses à l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève pour la remarque ironique que j'ai faite à l'égard de sa demande de subvention, lors du débat d'entrée en matière sur la proposition PR-685. J'avais dit, pour plaisanter, que cette demande nous arrivait bien tard, puisque les organisateurs des festivités avaient eu quatre cent nonante-neuf ans pour savoir que le jubilé aurait lieu au mois de juillet 2009...

Je suis d'autant plus navrée de ma remarque que, lorsque nous avons entendu les représentants de cette association à la commission des arts et de la culture, nous avons appris qu'une première demande avait été adressée au magistrat chargé de la culture en août 2007, et avait été refusée. Au printemps 2008, des contacts ont été pris avec M. Maudet concernant l'aménagement public; en octobre 2008, une garantie de déficit a été déposée auprès du magistrat Mugny, qui l'a de nouveau refusée. Ce n'est donc qu'en janvier 2009 que M. Tornare a repris le dossier qui fait l'objet de la demande de crédit de la proposition PR-685. Pour toutes ces raisons, je prie l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève de bien vouloir excuser ma petite remarque ironique.

Je ne ferai pas ici l'apologie de Calvin, ni sa biographie, car je n'ai ni la fougue ni la passion des deux personnes qui ont défendu ce projet devant la commission des arts et de la culture, MM. Roland Benz et François Rochaix. Je me bornerai à dire que le groupe socialiste a été séduit par le programme des manifestations, qui comprend une pièce de théâtre, des animations, de la musique, du cinéma, des expositions et des visites touristiques. Il y aura aussi un village huguenot, qui pourra être visité du 1^{er} au 26 juillet.

Je souligne l'importance de la pièce de théâtre *Calvin Genève en flammes*, qui sera donnée tous les soirs, sauf le lundi. Le texte est de Michel Beretti, la mise en scène de François Rochaix et la scénographie de Jean-Claude Maret, trois artistes reconnus internationalement. Je relève que ce spectacle – avantage non négligeable – sera sous-titré en allemand et en anglais, ce qui attirera de nombreux visiteurs étrangers.

Nous nous plaisons également à souligner le montage financier de cette grande manifestation du jubilé: sur un budget de 3 millions de francs, plus de 1 million

de francs proviennent de financements privés; les autres communes contribuent à hauteur de 22 500 francs et le Canton de 150 000 francs. Voilà une belle leçon de constitution qui réunit tout le monde autour d'un même projet: les privés, le Canton, les communes et la Ville de Genève.

Pour toutes ces raisons, mais également pour être justes par rapport aux 230 000 francs que nous accorderons à l'Usine et aux 3 millions de francs demandés pour les festivités Rousseau en 2012, le groupe socialiste votera l'amendement demandant d'élever à 200 000 francs la subvention accordée à l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève.

M^{me} Anne Carron-Cescato (DC). En séance plénière et en commission, mon groupe avait proposé un amendement demandant d'augmenter de 50 000 francs la subvention accordée à l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève, car il lui semblait important de faire un geste fort pour soutenir son projet. La présentation en commission de la pièce mise en scène par François Rochaix suscitera vraisemblablement discussions et réflexions autour de la personnalité de Calvin, et nous trouvons cette démarche intéressante.

Comme l'a souligné M^{me} Olivier, cette association a commencé ses démarches il y a longtemps pour trouver un financement public et privé, et il nous tient à cœur qu'elle puisse boucler son budget. Telle est la raison pour laquelle nous soutiendrons l'amendement déposé par M. Genecand.

M. Armand Schweingruber (L). Mesdames et Messieurs les membres du Conseil municipal, tout d'abord, je souligne que j'ai beaucoup apprécié l'excellente présentation de l'importance de Calvin pour Genève que nous a faite M^{me} Salika Wenger. Pour résumer, on peut dire que les trois principales figures culturelles qui ont marqué l'histoire de Genève sont Jean Calvin, Jean-Jacques Rousseau et Henry Dunant. Chronologiquement, Calvin est le plus ancien, bien sûr, puisqu'il a vécu au XVI^e siècle; il n'en demeure pas moins que, dans toute l'Europe et même au-delà, on parle encore aujourd'hui couramment de Genève comme de la «Cité de Calvin».

J'en viens à la décision que nous devons prendre ce soir. Un jubilé comme celui que nous fêtons cette année en l'honneur de Calvin est une commémoration rare, puisqu'elle n'a lieu que tous les cinquante ans. C'est donc une grande occasion à ne pas manquer. Après Calvin, nous célébrerons la mémoire de Jean-Jacques Rousseau, en 2012. D'après les documents que nous avons reçus à ce propos et qui sont actuellement à l'étude en commission, les festivités pour Rousseau bénéficieront d'une contribution de la Ville de l'ordre de 4 millions de francs.

Dans le cas présent, il s'agit seulement d'élever le montant de la subvention accordée à l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève de 100 000 à 200 000 francs. Certains facteurs tout à fait objectifs le justifient amplement. Tout récemment, nous avons été informés qu'il faudrait renforcer la sécurité dans le parc des Bastions, où se déroulera le spectacle *Calvin Genève en flammes*, à savoir que la présence de quatre à six agents de sécurité municipaux sera nécessaire, au lieu des deux agents initialement prévus. Le coût supplémentaire entraîné par cette mesure est de l'ordre de 60 000 francs. D'autre part, on nous a dit également que le service de voirie devrait être assuré par une entreprise privée aux frais de l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève, pour un montant d'environ 40 000 francs. Or 60 000 francs plus 40 000, cela fait 100 000 francs de coûts supplémentaires. Si nous votons tout à l'heure l'augmentation de la subvention municipale, comme cela semble se dessiner, nous enlèverons à l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève un très gros souci et nous lui permettrons d'aborder l'été avec sérénité.

M^{me} Marie-Pierre Theubet (Ve). La Ville doit soutenir le jubilé de Calvin, c'est évident pour toutes les raisons avancées par mes préopinants. Néanmoins, les Verts ont quelques considérations concernant les budgets municipaux et les prestations en nature qui seront fournies par la Ville à l'occasion de ces manifestations. Il faut évoquer ce point maintenant.

Selon les informations que nous avons reçues à la commission des arts et de la culture, les prestations en nature fournies par la Ville lui coûteront environ 240 000 francs. Si nous accordons en supplément 150 000 francs à l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève, la contribution de notre municipalité à cette commémoration se montera à 400 000 francs. Telle est la position que défendront les Verts.

Quant au budget de la manifestation, d'après les documents que nous avons pu consulter et évaluer, il faut constater que le coût du spectacle *Calvin Genève en flammes* a considérablement augmenté entre le mois de février dernier et aujourd'hui, alors que le bénéfice prévu, lui, a diminué. Nous devons le souligner, d'autant plus que le budget établi pour la création de ce spectacle ferait pâlir n'importe quelle compagnie de théâtre indépendante.

Cependant, compte tenu des dernières informations que nous avons reçues de la part de M. Benz, président du comité de l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève, et de l'importance de cette manifestation, nous pensons qu'un soutien municipal de 400 000 francs sera adéquat – et je ne compte même pas la mise à disposition des ateliers de décors qui, d'après nous, n'a pas été incluse dans le budget des festivités. Le groupe des Verts votera donc la proposition PR-685 telle

qu'elle a été amendée par la commission, à savoir l'octroi d'une subvention de 150 000 francs à l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève.

(La présidence est reprise par M. Thierry Piguet, président.)

M. Jacques Hämmerli (UDC). Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers municipaux, après le geste imbécile et méprisable – qui dénote surtout une grande misère intellectuelle – de ceux qui ont maculé une nouvelle fois le Mur des réformateurs et, tout particulièrement, l'effigie de Calvin, il importe que les élus de la Ville donnent un signe. C'est pourquoi notre groupe – également signataire de l'amendement présenté tout à l'heure – doublera le montant initial de la subvention proposé par le Conseil administratif en faveur de l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève.

Après les propos de la préopinante des Verts, j'ajoute que, contrairement à ce que l'on pourrait croire, le budget du spectacle *Calvin Genève en flammes* est loin d'être bouclé. Et puisque nous parlons chiffons, permettez-moi de dire que les costumes de l'époque de Calvin ne sont pas ceux du début du XVII^e siècle, et la société qui commémore chaque année l'Escalade, élément fondateur de notre République, bien qu'elle mette son vestiaire à disposition, ne peut pas contribuer en ce qui concerne les costumes, notamment les costumes féminins.

Nous voterons donc l'amendement portant la subvention à 200 000 francs, et nous proposons au Conseil municipal de le soutenir unanimement.

Deuxième débat

Mis aux voix, l'amendement de M. Genecand est accepté par 52 oui contre 14 non.

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté amendé est accepté à l'unanimité (66 oui).

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre d), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire supplémentaire de 200 000 francs, à titre de subvention de la Ville de Genève pour soutenir les manifestations du 500^e anniversaire de la naissance de Jean Calvin organisées par l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève.

Art. 2. – La dépense prévue à l'article premier sera financée par une économie équivalente dans le budget de fonctionnement 2009 de la Ville de Genève ou par un revenu supplémentaire équivalent.

Art. 3. – La charge mentionnée à l'article premier sera imputée sur le centre de coût A800010 «Conseil administratif», exercice 2009, compte 365000.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

7. Rapport de la commission des travaux chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 17 septembre 2008 en vue de l'ouverture d'un crédit de 2 642 370 francs, porté à 2 669 047 francs, destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 14, rue Jean-Jacques-Rousseau, parcelle N° 5736, feuille N° 43, commune de Genève, section Cité (PR-653 A)¹.

Rapport de M^{me} Andrienne Soutter.

La proposition PR-653 a été renvoyée à la commission des travaux par le Conseil municipal dans sa séance du 4 novembre 2008. Elle a été étudiée en commission des travaux au cours des séances des 14 et 28 janvier ainsi que de celle du 4 mars 2009, sous la présidence de M^{me} Linda de Coulon. Les notes de séance ont été prises par M. Jorge Gajardo Muñoz, que nous remercions pour la qualité de son travail.

Préambule

Ce bâtiment fait partie d'un ensemble de logements sociaux et économiques sur arcades commerciales et ateliers, organisé en quadrilatère entre les rues Rousseau, Lissignol et Paul-Bouquet. De ce quadrilatère, quatre bâtiments, les 16, rue Rousseau, 5, 7 et 9, rue Lissignol, ont déjà été entièrement rénovés.

¹ Proposition, 2166.

Proposition: rénovation d'un immeuble à la rue Rousseau

Les immeubles ont été construits à la fin du XIX^e siècle lorsque la Ville de Genève décida d'assainir le vaste îlot situé entre la rue Rousseau et Chantepoulet et qu'elle y procéda à des achats de terrains. Pour l'anecdote, la Ville de Genève acheta les terrains dès 1896 et les premiers immeubles furent achevés... l'année suivante.

Les logements de quatre étages étaient destinés à des ouvriers afin d'améliorer leurs conditions de vie et de les maintenir en ville, proches de leur lieu de travail et des écoles pour leurs enfants. Leur construction était sobre, mais robuste. De tous les immeubles, celui du 14, rue Rousseau est celui dont la façade est la plus élaborée, avec en plus d'un cordon mouluré entre le 1^{er} et le 2^e étage et d'un bandeau entre le 3^e et 4^e, des fenêtres en molasse et des tablettes en roche, des consoles, un fronton triangulaire, des bandeaux et un avant-toit à modillon. En conclusion, cet immeuble exige d'être restauré avec grand soin.

Historique de l'opération

Déjà en 1991, la Ville obtient une autorisation de construire N° 87832 pour rénovation de l'immeuble, création de salles de bains, aménagement de deux ateliers dans les combles et installation d'un ascenseur. Quatre ans plus tard, en 1995, puis en 1997, dépôt de deux autorisations complémentaires avec installation d'une chaufferie à gaz, remplacement partiel des vitres et suppression de l'ascenseur et des ateliers. En juin 2000, obtention de l'autorisation de construire N° DD 87832/2. Après le recours de deux locataires, la procédure est interrompue. En novembre 2003, sur demande du Conseil municipal, un nouveau dossier de rénovation modeste, avec maintien des typologies actuelles et en accord avec les locataires, est prêt à être déposé. Il comporte l'installation de blocs sanitaires simples (douches et W.-C.) et la réfection des installations techniques et des façades. Plusieurs séances de concertation ont lieu en 2003, 2006 et 2007. En août 2008, la magistrate informe la Commission de recours et le Département des constructions et des technologies de l'information (DCTI) qu'elle renonce à l'autorisation N° DD 87832/2 et demande une nouvelle autorisation de construire.

La décision du DCTI N° DD 102288/1 tombe le 17 décembre 2008. Le 16 janvier 2009, trois locataires de l'immeuble 14, rue Rousseau font recours contre celle-ci.

Les travaux envisagés sont conformes à la décision de la commission ad hoc Saint-Gervais du Conseil municipal.

Exposé des motifs

Évaluée selon la méthode MER (méthode d'évaluation rapide), la détérioration de cet immeuble y est décrite comme étant de type dit «lourd». Aujourd'hui,

il est donc impératif de procéder à la réhabilitation, d'autant plus qu'il est dans la volonté du Conseil administratif de voir tout le quartier de Saint-Gervais rénové.

Séance du 14 janvier 2009

A la séance du 14 janvier, la proposition PR-653 a été présentée par M. Philippe Meylan, chef du Service des bâtiments. M^{me} Catherine Feiss, architecte responsable du projet, et M. Carlo Volpi, du bureau d'architectes Richardet, sont aussi auditionnés.

Après un bref rappel chronologique des études de rénovations de cet immeuble dont la première date de 1970, M. Volpi estime que des travaux structurels sont urgents. Des planchers sont en mauvais état, il n'y a pas de salle d'eau sinon des toilettes, ni de chauffage. Les habitants ont été obligés de bricoler des douches dans les cuisines et se sont débrouillés pour se chauffer. Le programme des travaux inclut la boucherie, qui se trouve au rez et qui est insalubre selon l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail. Dans les étages, les appartements sont respectivement de deux, trois et quatre pièces. On y remettra en place les cloisons qui ont été enlevées par les habitants. En effet, du point de vue de la loi sur les démolitions, transformations et rénovations de maisons d'habitation (LDTR), laisser les murs en l'état correspondrait à une modification des formats des logements. Certaines cloisons font partie de structures portantes. Les gaines techniques seront refaites, des sanitaires et salles de bains seront créés et les cuisines bénéficieront d'un équipement minimal. D'un point de vue structurel, tout sera renforcé et remis aux normes des règlements sur le feu, y compris les portes. Les installations de chauffage et d'électricité seront entièrement refaites. En sous-sol, on aménagera des locaux techniques, un local à poubelles, un vestiaire pour la boucherie, ainsi que l'installation de chauffage et la buanderie.

En ce qui concerne le concept énergétique, le recrépissage isolant de la façade sera réalisé en prenant soin de ne pas la défigurer; les doubles vitrages et les panneaux solaires thermiques ont été autorisés. L'économie d'énergie escomptée sera de 30% par rapport à la consommation actuelle.

Discussion

A l'observation d'un commissaire radical qui constate que le dossier Rousseau 14 traîne depuis dix-huit ans, M. Meylan lui répond que les relations entre les locataires et la Ville de Genève ont été conflictuelles depuis longtemps. En effet, bien qu'il ne faille pas minimiser les oppositions des locataires, leurs intérêts et ceux de la collectivité peuvent diverger (*commentaire de la rapporteuse: pas forcément: la Ville ne rénove pas que pour les locataires en place, mais pour tous ceux qui, aujourd'hui et demain, préfèrent bénéficier de logements à confort réduit pour autant que leur loyer soit bas. Leur nombre n'est certainement pas négligeable*).

Proposition: rénovation d'un immeuble à la rue Rousseau

Une commissaire socialiste tient à rappeler que le changement de doctrine entre les rénovations lourdes prévues initialement et celles plus récentes revient à la commission ad hoc Saint-Gervais, et que cela n'a pas été défavorable à la Ville puisque le projet de 2008 revient à moins cher que celui de 1991. La même s'inquiète de la pose des panneaux solaires sur le toit de la belle façade côté place Grenus ainsi que de la disparition des portes palières. Elle souhaite également des informations sur les meubles de cuisine et certaines menuiseries telles celles de la boucherie. Enfin, elle demande des précisions sur le crépi de la façade.

M. Volpi répond que les architectes sont tiraillés entre les exigences des services de la sécurité et celles de la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS). La sécurité civile peut autoriser la conservation des portes existantes pour autant que leur résistance au feu soit garantie. Si on les conserve, il faudra les étancher. Quant aux portes-armoires et la plupart des menuiseries, elles seront préservées. S'agissant de la vitrine de la boucherie, l'intervention sera semblable à celle qui a été appliquée aux deux autres arcades commerciales de l'adresse. On ne remplace que ce qui est «fichu». Quant à la façade, on y appliquera un crépi isolant de 3 cm au maximum après piquage, tout en garantissant la préservation des moulures et reliefs.

Une commissaire Verte est un peu déçue par les 30% de performance énergétique par rapport à l'objectif «100% renouvelable d'ici à 2050». M. Meylan explique que l'impact énergétique global de cet immeuble est relativement limité. D'autre part, le nombre des panneaux solaires a été calculé en fonction des besoins en préchauffage de l'immeuble et de l'estimation d'utilisation de l'eau par les habitants. En sus, la CMNS est opposée à ce qu'on couvre les toits de panneaux solaires.

Un commissaire démocrate-chrétien, lui, s'inquiète du déplacement des locataires pendant les travaux. M^{me} Feiss répond que tout a été organisé de sorte à maintenir autant que possible les habitants dans les logements. Le chantier est organisé par colonnes et les habitants vont se déplacer dans l'immeuble en faisant des rocades. Certains habitants ont émis le souhait de quitter les lieux pendant les travaux; enfin, une partie des logements appartient aux services sociaux et sont facilement disponibles.

Les travaux dureront de seize à dix-huit mois après le vote du crédit par le Conseil municipal. Le bâtiment devrait être livré pour l'automne 2011.

Séance du 28 janvier 2009

Audition d'abord des représentants des locataires, puis de la magistrate chargée du département des finances et du logement, M^{me} Sandrine Salerno, conseillère administrative

Lors de l'audition de quatre membres délégués de l'association La Sauce rousse 14, la commission apprend que les habitants n'ont pas fait recours contre

les travaux, qu'ils approuvent dans leur ensemble, ni parce qu'ils voulaient les bloquer, mais parce qu'ils souhaitent poursuivre les négociations avec le Service des bâtiments. Ils espèrent que les membres de la commission pourront les aider à reprendre langue avec la Ville dans la perspective d'un consensus. Dans la discussion, on croit comprendre qu'il s'agit d'un désaccord sur des travaux d'intérieurs que les locataires s'étaient engagés à exécuter pour autant que les loyers restent bas, ce qui ne semblait pas être le cas à la lecture des documents en leur possession.

En réalité, il semble qu'il y ait eu défaut de communication, aggravé par le fait que deux départements étaient concernés, celui des constructions et de l'aménagement par son Service des bâtiments responsable des travaux, et celui des finances et du logement, par la Gérance immobilière municipale responsable de la location. On apprend également que, dans la législation précédente, les relations entre les deux départements avaient longtemps été tendues. Ce n'est que depuis cette nouvelle législation que des passerelles commencent à être posées entre les deux dicastères.

Certaines incohérences se font aussi jour: par exemple, les recourants déplorent que les contacts aient été rompus déjà en 2006, alors que dans l'audition suivante M^{me} Salerno affirme les avoir rencontrés récemment, soit le 30 octobre 2008, et qu'elle leur a proposé de signer des baux à durée indéterminée.

Quasiment toutes les questions des commissaires vont dans le sens d'une meilleure compréhension de la situation, et pas sur la question des travaux proprement dits. En définitive, les représentants des locataires annoncent qu'ils préfèrent que la Ville fasse tous les travaux qu'elle entend entreprendre, pour autant que les loyers restent dans la moyenne des loyers des appartements déjà rénovés dans le quartier et qu'ils souhaitent rester dans cet immeuble.

Les représentants des locataires partis, la commission reçoit M^{me} Salerno, qui annonce qu'elle prend comme point de référence le projet qui fixe un loyer LDTR par pièce de 3364 francs au maximum, modulé d'après le taux d'occupation et le revenu. Elle veut bien dissiper le malentendu sur le loyer, mais les habitants doivent aussi comprendre que leurs loyers actuels sont bien en dessous du plafond LDTR et que les loyers de tout le monde seront désormais calculés en fonction du revenu, qui peut évoluer avec le temps. Elle est d'accord de réexpliquer, mais les locataires devraient comprendre que, s'ils ne retirent pas leur recours, il n'y aura pas de bail à durée indéterminée.

En réponse à une question d'une commissaire d'A gauche toute! demandant à la magistrate si elle peut faire quelque chose pour faire avancer la proposition PR-653, M^{me} Salerno propose d'évoquer le sujet lors d'une prochaine rencontre agendée avec M. Pagani. Elle suggère que l'un ou l'autre des magistrats vienne ensuite à la commission des travaux pour rendre compte.

Proposition: rénovation d'un immeuble à la rue Rousseau

Dans l'attente de cette rencontre, la commission des travaux suspend l'examen de la proposition pendant tout le mois de février.

Séance du 4 mars 2009

Lors de l'audition de M. Rémy Pagani, conseiller administratif responsable du département des constructions et de l'aménagement (DCA), la commission apprend qu'il a rencontré les habitants de l'immeuble en question et leur a garanti que les travaux en cours de rénovation seraient réalisés en organisant le chantier par colonnes, sans qu'ils soient tenus de quitter l'immeuble. Il a été convenu en outre que tous les travaux d'entretien seraient réalisés par le DCA et non, comme initialement prévu, par les locataires. M. Pagani ajoute que les baux seront établis selon le nouveau règlement de la Gérance immobilière municipale (GIM) et que la magistrate en charge de la GIM, M^{me} Salerno, a proposé aux habitants de conclure de nouveaux baux à durée indéterminée, à condition qu'ils retirent leur recours et que chacun d'eux respecte les conditions posées par le nouveau règlement fixant les conditions de location des logements de la Ville, principalement les taux d'occupation et d'effort. Elle confirme également que, consciente des difficultés que le chantier va engendrer pour plusieurs locataires, elle est ouverte à chercher des solutions temporaires de logement pour les familles avec enfants, les autres devant trouver des solutions transitoires, et qu'une coordination sera mise en place pendant toute la durée des travaux entre le Service des bâtiments, son mandataire et les locataires.

Le recours est effectivement retiré par lettre du 6 mars 2009.

Discussion

Un commissaire socialiste annonce que les commissaires de sa formation voteront favorablement le crédit.

Un commissaire radical observe qu'il estime que la proposition PR-653 est un bon projet et son groupe votera la proposition, il tient toutefois à souligner sa désapprobation vis-à-vis du rôle accordé aux habitants. Pour lui, la Ville doit rénover pour l'avenir de son patrimoine et pas en fonction des désirs des locataires qui y résident. Selon lui, cette volonté de concertation a retardé de plusieurs années le début des travaux.

Une commissaire d'A gauche toute! est d'avis que les recours qui ont été déposés traduisent simplement les inquiétudes légitimes que les locataires avaient au sujet de leur avenir.

Elle se réjouit qu'ils aient retiré leur dernier recours et qu'ils soient prêts à suivre le nouveau règlement.

Le commissaire des Verts soutient la proposition et observe que, dans le cas précis, ni la Ville ni les habitants ne sont lésés.

Celui du Parti démocrate-chrétien déplore qu'on ne rénove pas pour la collectivité, mais à la carte, en fonction des préférences des locataires. Il se demande ce que la Ville a cédé pour obtenir le retrait du recours! Son parti soutiendra pourtant la proposition.

Le commissaire libéral annonce qu'il s'abstiendra dans le vote pour exprimer son mécontentement à l'égard de la méthode de concertation avec les habitants. Il partage les doutes de l'orateur précédent au sujet des conditions du retrait du recours.

Mise au vote, la proposition PR-653 est adoptée à l'unanimité des membres présents, moins une abstention libérale.

Les articles premier, 2 et 3 du projet d'arrêté ci-dessous sont modifiés (+ 26 677 francs) pour tenir compte de l'augmentation du prélèvement en faveur du Fonds d'art contemporain, qui passe de 1% à 2%, selon le vote du Conseil municipal du 16 décembre 2008.

PROJET D'ARRÊTÉ MODIFIÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 2 669 047 francs destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 14, rue Jean-Jacques-Rousseau, parcelle N° 5736, feuille N° 43, commune de Genève, section Cité.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 669 047 francs.

Art. 3. – Un montant de 53 354 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève institué par la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2008.

Proposition: rénovation d'un immeuble à la rue Rousseau

Art. 4. – La dépense prévue à l'article premier, à laquelle il convient d'ajouter le montant de 52 000 francs du crédit d'étude voté le 20 mars 2007, sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine financier.

M^{me} Andrienne Soutter, rapporteuse (S). Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, mon intervention sera très brève. Il est toujours satisfaisant de se voir proposer la rénovation de logements pour un avenir tout proche, surtout quand l'affaire traîne depuis des années.

Nous avons commencé à parler de la rénovation de l'immeuble du 14, rue Rousseau dans les années 1970, des propositions chiffrées nous ayant été soumises quelques années plus tard. Entre-temps, les mentalités et les manières de procéder ont évolué, et les résultats escomptés paraissent au groupe socialiste beaucoup plus satisfaisants que ce que l'on aurait pu faire à l'époque. A lire le texte de la proposition PR-653 et le rapport PR-653 A, voilà quelles sont les améliorations que l'on peut mentionner: plus de simplicité – pas d'ascenseur, par exemple – économie d'énergie, respect du patrimoine, sécurité, arrangement avec les actuels locataires.

Une fois les travaux terminés, cet immeuble rejoindra le nombre de ceux du patrimoine de la Ville de Genève qui ont été réhabilités avec grand soin et dans le respect des règles dans le quartier de Saint-Gervais; en outre, le coût de cette rénovation sera moins élevé que pour les projets précédents. C'est pourquoi la proposition PR-653 a été acceptée par la commission des travaux à l'unanimité, moins une abstention libérale. Nous proposons donc au Conseil municipal de l'accepter sans entrer dans d'interminables discussions.

Le président. Je suis assez d'accord avec vous, Madame la rapporteuse.

Premier débat

M. Guy Dossan (R). Je serai bref. Je comprends tout à fait que la préopinante socialiste se félicite de voir arriver un dossier de rénovation d'immeuble. Néanmoins, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, je vous rappelle que ledit projet a mis dix-huit ans pour parvenir à notre plénum! Je me demande bien de quoi nous pouvons nous féliciter... A cette allure, si tous les dossiers de rénovation nous parviennent après dix-huit ans, nous ne sommes pas près de créer de nouveaux logements à Genève!

Je sais que le 14, rue Rousseau est une exception, mais je tiens à répéter ici ce que j'ai déjà dit en commission: selon le groupe radical, la Ville a un peu trop

tendance à écouter ce que veulent les locataires de ses immeubles. Nous pouvons comprendre le bien-fondé d'une certaine concertation, mais pas la prise en compte automatique des désirs des locataires à chaque rénovation. Je le dis à peu près pour chaque projet de ce type. Citez-moi, à Genève, un autre propriétaire que la Ville qui demande à ses locataires comment ils souhaitent que l'on rénove leur appartement! En tout cas, mon propriétaire ne me l'a jamais demandé, et je pense qu'il en va de même pour tous ceux d'entre nous qui ne sont pas locataires de la Ville.

A mon sens, notre municipalité devrait construire pour l'avenir, et non pour le passé ou le présent. Nous devons créer des logements pour les gens qui les habiteront ultérieurement, et qui n'aurait peut-être pas du tout les mêmes idées que les locataires actuels.

Ce projet est un bon projet, comme je l'ai déjà relevé en commission; nous le voterons donc, mais je trouve dérangeant que la Ville écoute autant ses locataires. Pour tous les projets qui ont fait l'objet d'une certaine concertation, nous avons perdu entre deux et cinq ans à cause des recours déposés par les locataires. Tout cela est bien beau, Mesdames et Messieurs, mais cela coûte cher! Nous devrions prêter attention au fait que, si nous voulons vraiment créer des logements et en rénover rapidement, il arrive un moment où la Ville doit prendre ses responsabilités.

M^{me} Maria Pérez (AGT). J'aimerais répondre à M. Dossan. Je crois que, même après dix-huit ans, il n'a pas du tout compris ce dossier! Les réticences des locataires du 14, rue Rousseau étaient légitimes, puisqu'ils craignaient que, à la faveur de la rénovation, cet immeuble ne fasse l'objet d'une spéculation conduisant à une augmentation des loyers, ce qui fait qu'ils n'auraient eux-mêmes plus eu leur place dans ces logements. Or c'est exactement ce qui s'est passé! Nous les avons reçus, et ils nous ont garanti que leur recours serait levé dès qu'ils dépendraient du règlement de la Gérance immobilière municipale (GIM) entré en vigueur en avril dernier.

Le projet présenté dans la proposition PR-653 est excellent et nous le voterons. Il répond à la politique d'A gauche toute!, qui consiste à ne pas chasser les locataires des immeubles municipaux pour en mettre d'autres à leur place.

M. Alpha Dramé (Ve). Comme ma préopinante, je ne suis pas d'accord avec M. Dossan, qui critique le Conseil administratif. La rénovation du 14, rue Rousseau est une nouvelle expérience; elle a duré dix-huit ans, mais les projets en matière de construction doivent prendre le temps qu'il faut, surtout dans le cas d'une démarche participative. Dans le cas présent, les locataires avaient une cer-

taine vision de leurs logements, et c'est dans ce sens qu'ils ont eu des contacts avec le Conseil administratif. Je rappelle également qu'ils dépendaient d'un règlement aujourd'hui périmé, puisque nous avons maintenant un nouveau règlement de la GIM et une nouvelle conseillère administrative chargée de ce dossier.

Les locataires du 14, rue Rousseau ont donc eu tout à fait raison de faire recours; ils avaient le droit de s'opposer au projet de rénovation de leur immeuble jusqu'à ce qu'ils comprennent à quelle sauce ils seraient mangés. En commission des travaux, nous avons compris qu'ils pourraient garder leurs logements dans de bonnes conditions, conformément au règlement de la GIM que nous avons tous voté ici. Par conséquent, les Verts sont satisfaits du projet présenté dans la proposition PR-653. Monsieur Pagani, vous pouvez refaire des expériences de ce genre en faisant participer les gens les plus démunis à la rénovation de leur logement. C'est une approche participative, sociale et humaine que les Verts soutiennent.

A nos yeux, dix-huit ans pour mener une nouvelle expérience, c'est aussi de la décroissance, et nous sommes pour la décroissance. Nous voterons la proposition PR-653.

M. Rémy Pagani, conseiller administratif. Je suis désolé de vous contredire, Monsieur Dramé, mais nous ne mettrons pas dix-huit ans pour rénover la trentaine d'immeubles municipaux actuellement en dessous des normes que nous avons admises selon la méthode Stratus. Je ferai une déclaration à ce sujet avant l'été, en vous donnant quelques informations sur la méthode Stratus et la nouvelle évaluation que nous avons faite. Nous nous sommes fixé un délai de cinq ans pour rénover 30 immeubles.

Je dois dire, à la décharge de mes prédécesseurs, qu'il fut un temps où la municipalité devait économiser de l'argent pour respecter ses budgets. Vous avez oublié de le signaler, Monsieur Dossan. Il était alors de bon aloi de ne pas rénover d'immeubles, décision politique qui nous a conduits aujourd'hui à une situation plus que difficile. Nous devons maintenant fournir des efforts considérables en matière de rénovation de bâtiments.

Quant au processus participatif, où se situe la limite de la participation? Prenons l'exemple du 19, rue des Gares, à propos duquel nous avons beaucoup discuté avec les habitants. Il était question de laisser les toilettes à l'extérieur des appartements, sur le palier; ensuite, nous avons estimé qu'il fallait les mettre à l'intérieur. Il était également prévu de laisser les planchers en l'état. Les travaux ont commencé il y a une année, et nous pourrions bientôt inaugurer l'immeuble rénové. Entre-temps, les locataires ont été relogés, car il fallait vider les appartements. Nous parvenons parfois à rénover un immeuble partie par partie, mais cela n'était pas possible dans le cas du 19, rue des Gares, raison pour laquelle tous ses habitants sont partis.

Or, un jour, on me téléphone pour me demander de venir voir l'état du plancher. Quand je suis arrivé dans les appartements, j'ai constaté que le plancher était incliné à un point tel qu'il rendait impossible toute velléité de location. Aucun nouveau locataire n'aurait accepté un tel logement. J'ai donc fait remonter les planchers, ce qui nous a coûté 120 000 francs. Cette mesure était nécessaire.

Il est évident que les locataires actuels de nos immeubles peuvent revendiquer – à juste titre et selon leurs droits – un certain nombre de comforts et la possibilité de participer au processus de rénovation de leur immeuble. Mais il faut aussi penser aux futurs habitants qui viendront y vivre. La municipalité doit assumer ce rôle social qui consiste à mettre à disposition des logements. Nous sommes donc favorables à la participation, mais de manière raisonnable et non pas irréflichte ou ponctuelle. Nous devons mettre à la disposition de toute la population des logements pérennes.

Mesdames et Messieurs, je me réjouis comme vous de la rénovation de l'immeuble situé au 14, rue Rousseau, qui précède beaucoup d'autres rénovations que nous réaliserons au cours des cinq prochaines années. Nous y reviendrons lors d'une prochaine séance plénière, où je vous donnerai une information spécifique à ce sujet.

M. Georges Queloz (L). Je suis assez surpris d'entendre dans la bouche de M. Pagani cette affaire de plancher à relever au 19, rue des Gares. Je m'en souviens très bien, puisque j'étais rapporteur de minorité. Je vous rappelle, Monsieur Pagani, que le maintien des W.-C. à l'étage avait été présenté comme un mode de vie alternatif pour favoriser les contacts entre voisins! Je vous laisse méditer sur cette manière de voir les choses, Mesdames et Messieurs... C'est pour ce genre de raisons que je me suis abstenu en commission au sujet de la proposition PR-653.

Deuxième débat

Mis aux voix article par article et dans son ensemble, l'arrêté modifié par la commission est accepté sans opposition (58 oui et 1 abstention).

Il est ainsi conçu:

ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

Motion: manifestations sur la plaine de Plainpalais

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 2 669 047 francs destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 14, rue Jean-Jacques-Rousseau, parcelle N° 5736, feuille N° 43, commune de Genève, section Cité.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 669 047 francs.

Art. 3. – Un montant de 53 354 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève institué par la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2008.

Art. 4. – La dépense prévue à l'article premier, à laquelle il convient d'ajouter le montant de 52 000 francs du crédit d'étude voté le 20 mars 2007, sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine financier.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, l'arrêté devient définitif.

8. Réponse du Conseil administratif à la motion du 21 mai 2008 de M^{mes} Diana Duarte Rizzolio, Christiane Olivier, Isabelle Brunier, Nicole Valiquer Grecuccio, Martine Sumi, Silvia Machado, Annina Pfund, Andrienne Soutter, Mary Pallante, MM. Patrick Baud-Lavigne, Grégoire Carasso, Jean-Louis Fazio, Thierry Piguet, Christian Lopez Quirland et Christophe Buemi, acceptée par le Conseil municipal le 16 décembre 2008, intitulée: «Mieux informer sur les événements planifiés sur la plaine de Plainpalais» (M-801)¹.

TEXTE DE LA MOTION

Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à:

- mettre en place un panneau d'affichage avec les événements programmés sur la plaine;

¹Développée, 3602.

- informer les habitant-e-s des événements programmés, notamment lorsque ceux-ci sont particulièrement importants, dans le journal de quartier ou une autre publication destinée au quartier.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

La plaine de Plainpalais a accueilli, en 2008, plus de 110 manifestations d'inégale importance, s'agissant de l'espace occupé et des nuisances générées.

Parmi les manifestations régulières figurent les divers cirques (Knie, Nock, Cirque de Noël, etc.), ainsi que les champs de foire du printemps et d'hiver.

L'année 2008 aura été marquée, par ailleurs, par l'Eurofoot qui s'est tenue durant le mois de juin.

Le reste des événements ordinairement accueillis par la plaine sont d'importance moindre et génèrent des nuisances minimales (essentiellement stands de signatures, d'information ou de pâtisseries).

Enfin, il convient de rappeler que la plaine de Plainpalais accueille à deux reprises dans la semaine des marchés: un marché aux fruits et légumes; un marché aux puces; ainsi que, le dimanche, un marché mixte.

Il est certain que l'ensemble de ces événements pourrait faire l'objet d'une communication assurée par la Ville.

Cette communication pourrait être effectuée à travers un tableau d'information qui serait installé sur la plaine de Plainpalais, à un endroit à définir, eu égard au réaménagement prévu. Les journaux de quartier et/ou le site internet du Service de la sécurité et de l'espace publics pourraient servir également de supports.

Ce mode d'information que la Ville se propose d'entreprendre à brève échéance débutera par une communication régulière sur l'avancement des travaux planifiés sur la plaine de Plainpalais, assumée par le département des constructions et de l'aménagement.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Pierre Maudet

9. Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 24 juin 2008 de M^{mes} Sarah Klopmann, Claudia Heberlein Simonett, MM. Mathias Buschbeck et Miguel Limpo, intitulée: «Pont des Délices: cyclistes, attention à la promotion du vélo!» (QE-292)¹.

TEXTE DE LA QUESTION

Les voies couvertes de Saint-Jean constituent sans conteste un axe particulièrement important pour la circulation cycliste de la ville, voire du canton de Genève, au regard notamment de sa grande fréquentation.

Cet aménagement se rétrécit puis se termine sur le pont des Délices, croisement de plusieurs voies cyclistes et fréquenté par de nombreux piétons (proximité d'arrêts de bus et d'établissements scolaires). Cette cohabitation demande une visibilité parfaite qui aujourd'hui est fortement réduite par la présence d'un panneau d'affichage de la Ville de Genève installé perpendiculairement à la voie cyclable, juste avant le croisement. Ce panneau fait depuis plusieurs mois la promotion des samedis du vélo et des dimanches à pied; quel paradoxe!

S'il semble logique de mettre de tels panneaux dans des endroits fréquentés par la population, ils ne devraient pas pour autant gêner, voire rendre dangereuse, la mobilité des piétons et des cyclistes.

Serait-il donc possible de déplacer ce panneau de quelques mètres, ou juste de l'orienter différemment afin d'assurer la sécurité de ce croisement?

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

L'implantation du panneau d'affichage de la Ville de Genève «City plan» a été autorisée par le Service des agents de ville et du domaine public à la Société générale d'affichage, le 25 mars 2003. Cette autorisation résulte de la synthèse des préavis des services de l'ancien département de l'aménagement, des constructions et de la voirie. Les chemins de fer fédéraux (CFF) ont également donné leur accord, le 18 mars 2003, ce panneau étant situé sur la couverture des voies CFF.

La Direction générale de la mobilité du Département du territoire, compétente en matière de transports, estime que la situation actuelle est acceptable, partant du principe que tous les modes de déplacements doux doivent se respecter mutuellement et adapter leur vitesse en conséquence. Toutefois, la Direction

¹ Annoncée, 841.

Motion: pour des agents de sécurité municipaux qui s'identifient

générale de la mobilité abonde dans le sens d'une modification de l'emplacement de ce panneau si la visibilité s'en trouve améliorée.

Afin de répondre aux attentes et d'améliorer la visibilité, ce panneau d'affichage «City plan» sera prochainement pivoté de 90 degrés pour être adossé contre le mur. Il en résultera alors la perte d'une face d'affichage. Cette solution est la seule envisageable pour replacer ce panneau dans cet environnement, vu l'encombrement à proximité. Les travaux seront réalisés en interne, par les services de la Ville de Genève.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Rémy Pagani

M. Mathias Buschbeck (Ve). Nous sommes heureux de recevoir des réponses aussi satisfaisantes que celle-là aux questions que nous posons. Je remercie le Conseil administratif de nous annoncer que le panneau qui gêne les cyclistes au bas du pont des Délices et qui empêche la visibilité à ce grand carrefour cycliste et piéton de Saint-Jean sera déplacé.

10. Réponse du Conseil administratif à la motion du 24 juin 2008 de MM. Grégoire Carasso, Patrick Baud-Lavigne, Eric Rossiaud, Mathias Buschbeck, Olivier Tauxe, M^{mes} Salika Wenger, Charlotte Meierhofer, Nicole Valiquer Grecuccio, Sarah Klopmann et Catherine Buchet-Harder, acceptée par le Conseil municipal le 20 janvier 2009, intitulée: «Pour des ASM qui s'identifient!» (M-821)¹.

TEXTE DE LA MOTION

Le Conseil municipal demande au Conseil administratif de mettre en place le port, sur les uniformes des agents de sécurité municipaux, soit du matricule, soit d'une autre forme d'identification, en fonction des préférences des agents, après négociations.

¹ Développée, 3926.

Motion: pour des agents de sécurité municipaux qui s'identifient

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

La motion M-821 s'inscrit dans le cadre de l'évolution des compétences des agents de la police municipale (anciennement agents de sécurité municipaux), formalisée par le projet de loi N° 10178 sur les agents de la police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes (F 1 07), loi adoptée le 23 janvier 2009 par le Grand Conseil, postérieurement donc à l'acceptation de la motion M-821 par le Conseil municipal.

Cette loi a fait l'objet d'une large concertation, tant auprès des communes que des entités représentant les diverses polices municipales, qui se sont notamment exprimées dans le cadre de la commission de sécurité municipale. La version définitive de la loi correspond, pour l'essentiel, aux souhaits tant des communes que des représentants des polices municipales.

C'est notamment le cas de l'article 3, alinéa 2, qui traite de l'identification des agents de la police municipale: «Les agents de la police municipale travaillent en uniforme; sur demande, ils indiquent leur numéro de matricule, sauf si des circonstances exceptionnelles les en empêchent.»

La loi régit donc de manière précise les modalités d'identification des agents de la police municipale.

Cette disposition correspond d'ailleurs, dans sa teneur, à celle applicable à la police cantonale, qui a fait récemment l'objet de longs débats devant le Grand Conseil.

La seule exception expressément prévue à l'article 3, alinéa 2, va dans le sens d'une limitation de l'obligation de s'identifier par son numéro matricule, et non d'une extension de cette obligation, par exemple sous la forme du port permanent d'un numéro matricule (ou d'une autre forme d'identification) sur l'uniforme.

Le Syndicat des agents de sécurité municipaux, commission du personnel représentant environ les trois quarts des agents de sécurité municipaux, à qui la question a été expressément posée lors d'une réunion tenue le 6 mars 2009, s'est formellement opposé à une modification de ce libellé.

Enfin, le Département des institutions, par la voix de l'un de ses secrétaires adjoints, a confirmé devant la commission consultative de sécurité municipale que la rédaction claire de cet article ne permettait aucune interprétation.

Dans ces conditions, il n'est pas possible d'édicter une disposition municipale qui dérogerait à une loi cantonale dans le sens voulu par la motion.

La nouvelle loi n'interdit par contre en aucune façon aux agents de la police municipale de continuer à décliner spontanément leur identité, dans le cadre d'une

démarche de proximité qui paraît tout à fait adéquate. Dans certains quartiers, les flotiers agents de sécurité municipaux sont en réalité connus des habitants et commerçants non par leur numéro matricule, mais bien par leur prénom.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Pierre Maudet

M. Grégoire Carasso (S). A la différence de mon préopinant des Verts, je déplore ici la réponse donnée à la motion M-821 par le Conseil administratif en la personne du magistrat Pierre Maudet. Je regrette le manque de courage politique et l'interprétation restrictive de la loi cantonale en la matière. C'est dommage. Je pense que la Ville et ses agents de sécurité municipaux ont perdu là une belle opportunité de montrer l'exemple en matière de transparence dans l'emploi de la force publique.

11. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

12. Interpellations.

Néant.

13. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 22 h 55.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	6730
2. Communications du bureau du Conseil municipal	6730
3.a) Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 28 janvier 2009, sur demande du Département du territoire, en vue de l'adoption d'un projet de résolution approuvant le plan directeur de quartier N° 29520 intitulé «Gare des Eaux-Vives» (PR-670 A). Suite du premier débat.	6730
3.b) Rapport de la commission de l'aménagement et de l'environnement chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 28 janvier 2009, sur demande du Département du territoire, en vue de l'approbation du projet de modification des limites de zones N° 29561 sur le territoire de la commune de Genève Eaux-Vives (création d'une zone de développement 3 et de trois zones de verdure) au lieu-dit «Gare des Eaux-Vives» (PR-669 A). Suite du premier débat	6730
4. Interpellation du 12 mai 2009 de M ^{mes} Florence Kraft-Babel, Marie Chappuis, MM. Alexandre Chevalier et Jean-Charles Lathion: «Musées d'art et d'histoire: un audit provocateur ou pertinent? Quelles conséquences auprès de la Fondation pour l'agrandissement du musée en vue de son 100 ^e anniversaire en 2010 et de ses mécènes?» (I-193)	6737
5. Résolution du 21 avril 2009 de M ^{mes} Nicole Valiquer Grecuccio, Andrienne Soutter, Christiane Olivier et Silvia Machado: «Sauvons les offices de poste des Acacias, de la Cluse et de Saint-Jean!» (R-120)	6749
6. Rapport de la commission des arts et de la culture chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 25 février 2009 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 100 000 francs, porté à 200 000 francs, à titre de subvention de la Ville de Genève pour soutenir les manifestations du 500 ^e anniversaire de la naissance de Jean Calvin organisées par l'Association Jubilé Calvin 09 – Genève (PR-685 A)	6761

7. Rapport de la commission des travaux chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 17 septembre 2008 en vue de l'ouverture d'un crédit de 2 642 370 francs, porté à 2 669 047 francs, destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 14, rue Jean-Jacques-Rousseau, parcelle N° 5736, feuille N° 43, commune de Genève, section Cité (PR-653 A) 6782
8. Réponse du Conseil administratif à la motion du 21 mai 2008 de M^{mes} Diana Duarte Rizzolio, Christiane Olivier, Isabelle Brunier, Nicole Valiquer Grecuccio, Martine Sumi, Silvia Machado, Annina Pfund, Andrienne Soutter, Mary Pallante, MM. Patrick Baud-Lavigne, Grégoire Carasso, Jean-Louis Fazio, Thierry Piguët, Christian Lopez Quirland et Christophe Buemi, acceptée par le Conseil municipal le 16 décembre 2008, intitulée: «Mieux informer sur les événements planifiés sur la plaine de Plainpalais» (M-801) 6793
9. Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 24 juin 2008 de M^{mes} Sarah Klopmann, Claudia Heberlein Simonett, MM. Mathias Buschbeck et Miguel Limpo, intitulée: «Pont des Délices: cyclistes, attention à la promotion du vélo!» (QE-292) 6795
10. Réponse du Conseil administratif à la motion du 24 juin 2008 de MM. Grégoire Carasso, Patrick Baud-Lavigne, Eric Rossiaud, Mathias Buschbeck, Olivier Tauxe, M^{mes} Salika Wenger, Charlotte Meierhofer, Nicole Valiquer Grecuccio, Sarah Klopmann et Catherine Buchet-Harder, acceptée par le Conseil municipal le 20 janvier 2009, intitulée: «Pour des ASM qui s'identifient!» (M-821) 6796
11. Propositions des conseillers municipaux 6798
12. Interpellations 6798
13. Questions écrites 6798

La mémorialiste:
Marguerite Conus